

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une foi



Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population

Institut National de la Statistique



Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
(ERI-ESI)

Mali, 2017

RAPPORT DE SYNTHÈSE



Juillet 2019

Ce rapport présente la synthèse des résultats de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) réalisée par l'Institut National de la Statistique (INS). Le financement de l'ERI-ESI a été assuré par la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à travers le Programme Statistique Régional (PSR) 2015-2020 qui comporte les volets « Comptabilité Nationale », « Statistiques d'entreprise » et « Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel ». L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) a fourni l'assistance technique à l'ensemble de ces trois volets.

Pour tout renseignement concernant l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), contacter l'Institut National de la Statistique (INSTAT) BP 12 Bamako, Avenue du Mali, Hamdallaye ACI 2000, téléphone : +223 20 22 24 55, e-mail : direction@instat.gouv.ml, site web : www.instat-mali.org

Pour obtenir des informations sur le Programme de Statistique Régionale 2015-2020, contacter L'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT) sis à Bamako (quartier Niarela, rue 499, Porte 23, BP E 1600, Télécopie 00223 20 21 11 40, courrier électronique : afriestat@afriestat.org, site web : www.afriestat.org

Citation recommandée :

Institut National de la Statistique et AFRISTAT. 2019. *Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel*, 2017. Bamako, Mali : INSTAT et AFRISTAT.

Tableau récapitulatif des résultats

Indicateurs sur les objectifs de développement durable, ERI-ESI, Mali 2017

N°	Indicateurs	Homme	Femme	Mali
4.	Education de qualité			
4.6.1	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus dans n'importe quelle langue	42,0	27,0	34,0
6.	Accès à l'eau potable et assainissement	Urbain	Rural	Mali
6.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable	93,4	74,7	79,5
6.2.1	Proportion de la population ayant accès à des latrines	98,6	92,1	93,8
7.	Accès à l'énergie propre et à coût abordable			
7.1.1	Proportion de la population ayant accès à l'électricité	90,1	67,4	73,2
7.1.2	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson	2,1	0,2	0,7
8.	Plein emploi productif et travail décent pour tous	Homme	Femme	Mali
8.3.1	Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles	82,0	90,7	85,4
8.5.1	Rémunération horaire moyenne des salariés	827,3	529,1	755,2
8.5.2	Taux de chômage BIT	3,8	5,6	4,5
8.6.1	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi	41,3	58,4	51,0
8.8.1	Fréquence des accidents de travail ou de trajet [1]	4,9	1,8	3,7
8.9.2	Nombre d'emplois dans les secteurs du tourisme, en proportion du nombre total d'emplois [2]	2,5	2,2	2,4
9.	Bâtir une infrastructure résiliente et promouvoir une industrialisation durable			
9.2.2	Emploi dans l'industrie manufacturière, en proportion de l'emploi total	10,4	8,7	9,7
10.	Réduire les inégalités			
10.3.1	Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme	15,0	12,7	13,8
11.	Villes et établissements humains sûrs, résilients et durables			
11.7.2	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel	2,2	1,0	1,6
16.	Assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place des institutions efficaces			
16.1.3	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents	10,4	7,3	8,7
16.1.4	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	46,3	48,2	47,3
16.3.1	Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus	34,3	30,8	32,7
16.5.1	individus de 18 ans et plus ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	11,3	4,7	7,9
16.7.2	Proportion de la population qui estime que la prise de décision est ouverte et réactive [2]	45,5	47,1	46,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Principaux indicateurs de l'emploi, ERI-ESI, Mali, 2017

Indicateurs	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Mali
Répartition de la population selon le profil migratoire					
Non migrant	67,0	88,1	76,9	92,0	87,8
Migration interne	27,9	9,8	19,4	5,7	9,6
Migration internationale	5,0	2,1	3,7	2,3	2,7
Ens. migrant	33,0	11,9	23,1	8,0	12,2
Taux net de scolarisation au primaire ajusté					
Ensemble	88,4	73,4	80,1	51,8	57,8
Homme	89,0	72,8	79,8	52,7	58,3
Femme	87,8	74,0	80,4	50,8	57,3
Pourcentage des enfants en âge d'être au primaire qui sont hors du système					
Ensemble	11,6	26,6	19,9	48,2	42,2
Homme	11,0	27,2	20,2	47,3	41,7
Femme	12,2	26,0	19,6	49,2	42,7
Taux net de scolarisation au secondaire					
Ensemble	53,6	45,3	49,5	22,9	30,4
Homme	65,2	46,1	54,6	22,6	30,5
Femme	45,7	44,5	45,2	23,3	30,2
Taux de chômage BIT					
Ensemble	7,8	5,9	7,0	3,2	4,5
Homme	6,0	5,0	5,6	2,8	3,8
Femme	10,2	7,5	9,2	3,7	5,6
Taux de chômage BIT					
15 - 34 ans	13,0	10,0	11,9	4,7	7,4
35 ans et plus	2,9	2,8	2,9	2,2	2,4
Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage					
Ensemble	17,8	21,2	19,1	18,0	18,4
Homme	12,1	18,5	14,8	15,6	15,3
Femme	25,8	25,9	25,9	21,7	23,1
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
Ensemble	25,0	39,6	31,3	40,5	37,6
Homme	16,0	28,1	21,2	31,4	28,2
Femme	36,4	54,0	43,9	51,1	48,9
Taux de sous-utilisation de la main œuvre					
15 - 34 ans	33,5	49,3	40,1	49,9	46,7
35 ans et plus	16,4	30,3	22,5	32,6	29,6
Durée moyenne de chômage (en années)					
Ensemble	3,0	5,1	4,0	5,8	5,2
Primo demandeur	3,0	5,3	4,2	6,2	5,6
Ancien actif	2,8	4,0	3,3	3,0	3,1
Pourcentage d'emplois formels dans le secteur non agricole					
Ensemble	18,5	19,6	18,9	9,7	14,6
Homme	22,5	23,0	22,7	12,6	18,0
Femme	12,5	13,6	12,9	5,0	9,3
Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux					
Ensemble	45,0	57,1	49,8	80,3	70,1
Homme	29,4	47,4	36,8	75,0	62,1
Femme	68,0	75,0	70,5	88,4	82,5
Taux de pluriactivité					
Ensemble	3,9	7,2	5,2	18,0	13,7
Homme	2,5	8,3	4,9	20,2	15,0
Femme	5,9	5,2	5,7	14,8	11,8
Taux de salarisation dans le secteur non agricole					
Ensemble	52,7	44,5	49,9	26,3	39,0

Indicateurs	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Mali
Homme	67,5	54,8	62,9	34,8	49,9
Femme	31,1	26,4	29,6	12,7	21,9
Revenu mensuel de l'activité					
Ensemble	94 153	162 248	119 376	56 276	79 403
Homme	117 589	211 134	153 350	73 077	103 274
Femme	55 131	68 534	59 816	29 893	40 387
Taux de salaire inférieur au SMIG (%)					
Ensemble	45,6	44,4	45,2	69,8	60,7
Homme	35,2	35,3	35,3	60,8	51,2
Femme	63,0	61,7	62,5	83,8	76,4
Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine)					
Ensemble	52,5	39,3	47,3	41,1	43,2
Homme	59,6	45,0	53,6	49,3	50,7
Femme	42,0	28,6	37,2	28,5	31,4
Pourcentage des chômeurs BIT et de la main d'œuvre potentielle désirant travailler comme indépendant					
Ensemble	21,1	55,9	38,3	66,6	56,9
Homme	11,2	44,4	25,9	57,7	48,1
Femme	27,1	61,0	44,8	72,7	62,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Principaux indicateurs du secteur informel, ERI-ESI, Mali, 2017

Indicateurs	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Mali
Effectif moyen des UPI au démarrage des activités	1,2	1,4	1,3	1,3	1,3
Pourcentage d'UPI ayant de l'électricité	54,9	41,5	45,1	18,9	32,8
Pourcentage d'UPI ayant un wc ou des latrines	58,9	54,8	55,9	47,9	52,2
Pourcentage d'UPI ayant accès à un système d'évacuation des déchets	61,1	38,1	44,3	24,5	35,0
Pourcentage d'UPI travaillant à domicile	22,0	34,4	30,9	41,8	36,0
Pourcentage d'UPI dirigées par des femmes	55,0	49,3	50,9	40,7	46,1
Pourcentage d'UPI dans le secteur Industrie	30,1	27,4	28,2	34,8	31,3
Pourcentage d'UPI dans le secteur commerce	54,0	56,4	55,7	50,0	53,1
Pourcentage d'UPI dans le secteur service	15,8	16,2	16,1	15,1	15,6
Deux principales sources du capital au démarrage des activités de l'UPI					
Epargne Propre/tontine	63,0	62,3	62,5	72,0	66,9
Dons, Héritages	17,1	15,0	15,6	11,6	13,7
Pourcentage de la main des UPI non apparenté au chef d'UPI	10,1	12,3	11,5	7,8	9,0
Pourcentage de jeunes de moins de 15 ans dans la main d'œuvre des UPI	,8	3,7	2,6	3,8	3,4
Pourcentage de femmes dans la main d'œuvre des UPI	54,5	43,2	47,4	38,5	41,4
Durée moyenne d'année d'études réussies par la main d'œuvre des UPI	3,7	2,9	3,2	1,5	2,0
Pourcentage de la main d'œuvre des UPI formée dans un cadre formel	15,4	6,7	9,9	2,9	5,1
Valeur actualisée moyenne du capital investi par UPI en FCFA	147 530	204 764	175 451	138 082	151 674
Montant moyen du capital investi en 2016	114 740	200 472	169 971	111 790	129 756
Deux principales origines des matières premières					
Petite entreprise commerciale	40,6	51,5	47,8	42,7	44,7
Ménage / particulier [1]	5,3	25,4	18,4	31,8	26,4
Valeur ajoutée totale du secteur informel en million de FCFA					
Ensemble	646 970	720 215	1 367 185	1 839 443	3 206 629
Industrie	95 465	52 332	147 797	206 135	353 932
Commerce	484 447	629 950	1 114 398	1 561 345	2 675 742
Service	67 058	37 932	104 991	71 963	176 954
Valeur ajoutée moyenne par main d'œuvre (En FCFA/Mois)					
Ensemble	338 967	261 522	294 444	190 123	222 894
Industrie	222 616	67 849	135 026	76 034	91 340
Commerce	436 671	374 551	400 233	286 122	323 855
Service	170 502	92 191	127 761	50 314	77 032
Valeur ajoutée moyenne par capital (En FCFA/ unité de capital)					
Ensemble	641	764	703	168	363
Industrie	690	58	353	113	199
Commerce	473	1 476	957	179	477
Service	1 052	123	591	228	349
Deux principales raisons du non enregistrement des UPI aux impôts au niveau national					
Ne sait pas s'il faut s'inscrire	46,8	39,5	41,5	51,0	46,1
Non obligatoire	32,9	31,0	31,5	23,3	27,6
Deux principales raisons pour se faire enregistrer selon les CUIP au niveau national					
Ne sait pas	58,4	53,6	55,2	54,6	54,9
Accès au crédit	23,6	19,3	20,7	19,3	20,1
Pourcentage d'UPI qui paie les impôts sur leurs activités	30,3	21,5	24,4	15,6	20,5
Pourcentage d'UPI prêt à payer les impôts sur leurs activités	10,1	41,4	31,1	36,7	33,6
Deux principales utilisations d'un crédit potentiel par les CUIP au niveau national					
Accroître votre stock de matières premières	47,2	43,1	44,4	47,7	45,9
Améliorer le local, emplacement	19,1	22,7	21,5	13,8	18,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

[1] Première origine des matières premières à Bamako est: 43,3
Grande entreprise privée commerciale

Principaux indicateurs de la gouvernance, paix et sécurité (GPS), ERI-ESI, Mali, 2017

Indicateurs	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Mali
Pourcentage des individus de 18 ans et plus satisfait du fonctionnement de la démocratie					
Ensemble	37,0	62,9	49,1	66,8	61,9
Homme	34,8	59,3	45,9	62,8	58,1
Femme	39,0	66,0	51,9	70,2	65,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les 9 principes démocratiques sont respectés [1]					
Ensemble	13,0	33,9	22,7	36,8	32,9
Homme	10,4	32,3	20,3	34,0	30,2
Femme	15,4	35,3	24,9	39,1	35,2
Proportion des individus de 18 ans et plus ayant déclaré avoir personnellement fait objet de discrimination ou de harcèlement pour des motifs interdits par le droit international des droits de l'homme					
Ensemble	20,4	15,0	17,9	12,2	13,8
Homme	21,9	16,2	19,3	13,4	15,0
Femme	19,1	13,9	16,6	11,3	12,7
Indice de perception					
Droits civils et politiques	0,567	0,672	0,616	0,723	0,694
Participation	0,550	0,657	0,600	0,685	0,661
Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	0,772	0,718	0,747	0,726	0,731
Droit de l'homme et participation	0,583	0,669	0,624	0,702	0,680
Degré de confiance des individus ayant été en contact avec les institutions					
L'administration (en général)	71,5	73,7	72,4	76,8	75,0
La justice	68,4	61,2	65,9	49,3	56,3
La police	57,0	55,4	56,4	56,0	56,2
Le système de santé public	81,9	82,1	82,0	87,7	86,1
Le système public d'éducation	79,0	78,9	79,0	84,8	82,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays					
Ensemble	93,6	86,7	90,4	89,2	89,6
Homme	94,3	87,6	91,3	90,2	90,5
Femme	92,9	86,0	89,6	88,4	88,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision					
Ensemble	19,0	41,8	29,6	52,7	46,4
Homme	18,8	40,7	28,7	52,2	45,5
Femme	19,3	42,8	30,5	53,2	47,1
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant voté aux dernières élections					
Ensemble	66,5	70,6	68,4	73,6	72,1
Homme	74,3	73,0	73,7	76,4	75,7
Femme	59,2	68,6	63,7	71,2	69,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus appartenant à un parti politique					
Ensemble	6,2	12,6	9,2	12,5	11,6
Homme	8,2	17,0	12,2	17,5	16,0
Femme	4,3	8,9	6,5	8,4	7,9
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que les autorités centrales prennent en compte les préoccupations :					
Population	17,3	42,1	28,8	46,1	41,3
Les groupes minoritaires	22,1	32,0	26,7	35,8	33,3
Les partis politiques d'opposition	23,1	35,3	28,8	39,4	36,5
Indice de perception					
Système judiciaire	0,294	0,430	0,358	0,460	0,432
Absence de corruption	0,277	0,406	0,338	0,427	0,402
Etat de droit	0,280	0,410	0,341	0,432	0,407

Indicateurs	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Mali
Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence					
Ensemble	39,4	48,4	43,6	48,7	47,3
Homme	42,1	46,4	44,0	47,2	46,3
Femme	37,0	50,1	43,2	50,0	48,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,3	0,9	0,6	0,6	0,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette) au cours des 12 derniers mois	0,5	0,7	0,6	0,8	0,8
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents					
Ensemble	11,5	9,6	10,6	8,0	8,7
Homme	11,8	11,4	11,6	10,0	10,4
Femme	11,2	8,1	9,7	6,4	7,3
Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité					
Ensemble	35,5	34,5	35,0	40,1	38,7
Homme	36,3	36,7	36,5	42,0	40,4
Femme	34,8	32,5	33,7	38,4	37,2
Pourcentage des individus de 18 ans et plus ayant confiance à l'Etat pour assurer la sécurité	63,2	78,3	70,2	77,9	75,8
Indice de perception					
Sécurité nationale	0,534	0,523	0,529	0,530	0,529
Sécurité publique	0,773	0,796	0,784	0,794	0,791
Paix et sécurité	0,756	0,776	0,765	0,775	0,772

[1] Liste des principes démocratiques : 1. Liberté d'expression 2. Liberté de la presse (média) 3. Egalité devant la loi
4. Liberté politique (choix de son parti) 5. Elections libres et transparentes 6. Liberté de voyager 7. Liberté de religion
8. Liberté d'association 9. Absence de discrimination

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Table des matières

Tableau récapitulatif des résultats.....	3
Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête.....	14
Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Mali.	14
Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité.....	15
1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages.....	15
1.1.1. Dynamique migratoire.....	15
1.1.2. Principales caractéristiques des migrants.....	16
1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants.....	17
1.1.4. Eléments Confort du logement.....	18
1.2. Scolarisation et alphabétisation.....	21
1.2.1. La scolarisation et l'éducation.....	21
1.2.2. Taux de scolarisation.....	22
1.2.3. Alphabétisation des adultes.....	25
1.3. 4. Caractéristiques socioéconomique de la population (Situation dans l'activité de la population et l'emploi).....	25
1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre.....	26
1.3.2. Bilan de l'emploi.....	27
1.3.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail.....	29
1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail.....	33
1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier.....	33
1.4.2. Mobilité dans l'emploi.....	34
1.5. Trajectoire et perspectives.....	35
1.5.1. Mobilité sociale.....	35
1.5.2. Mobilité intergénérationnelle.....	36
Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel.....	37
2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel.....	37
2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel.....	38
2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel.....	40
2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel.....	40
2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel.....	41
2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel.....	42
2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel.....	43
2.3.1. Dotation et structure du capital.....	43
2.3.2. Investissement dans le secteur informel.....	45
2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel.....	46
2.4.1. Performance économique.....	46
2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité.....	48

2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée	49
2.5. Secteur informel et l'Etat	51
2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs	51
2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer	53
2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt	54
2.6. Problèmes et perspectives.....	55
2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI	55
2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI au Mali.....	56
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité	58
3.1. Démocratie et droit de l'homme	58
3.2. Qualité des institutions et corruption	60
3.2.1. Accès et confiance dans les institutions	60
3.2.2. Situation de la corruption	61
3.3. Etat de la gouvernance.....	62
3.3.1. Gouvernance administrative.....	62
3.3.2. Participation citoyenne et politisation.....	63
3.3.3. Indice de perception de l'état de droit.....	64
3.4. Paix et sécurité	65
3.4.1. Menace générale et sentiment de sécurité	65
3.4.2. Criminalité.....	67
3.4.3. Conflits et mode de résolution.....	69
3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité	70
3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité.....	70

Liste des tableaux

Tableau 1.1: Répartition en % de la population selon la région, le milieu de résidence, le sexe, le groupe d'âges et le niveau d'instruction par statut migratoire, Mali, 2017	16
Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017	17
Tableau 1.3 : Motifs de la migration internationale selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017	18
Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Mali, 2017	20
Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Mali, 2017	22
Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe par région et milieu de résidence, Mali, 2017	23
Tableau 1.7 : Taux d'alphabétisation des adultes en français, en langue nationale et taux d'alphabétisation par région selon le sexe, Mali, 2017	25
Tableau 1.8: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon la région et le milieu de résidence, Mali, 2017	27
Tableau 1.9: Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité, Mali, 2017	28
Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017	30
Tableau 1.11: Propension des actifs occupés à changer d'activité selon la formation reçue, Mali, 2017	34
Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité par région, milieu de résidence et sexe, Mali, 2017	35
Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Mali, 2017	36
Tableau 1.14: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Mali, 2017	36
Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Mali, 2017	37
Tableau 2.2: Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel	39
Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Mali, 2017	41
Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Mali, 2017	42
Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Mali, 2017	43
Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) du capital investi par les UPI selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2016	45
Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Mali	46
Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel (en million de fcfa) suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	48
Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité	49
Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Mali, 2017	50
Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Mali, 2017	51
Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	52

Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	54
Tableau 2.14: Disposition générale des CUIP à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	55
Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	56
Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017.....	59
Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017	60
Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017	61
Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017	62
Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, Mali, 2017.....	63
Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017.....	64
Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017.....	65
Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant pas en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017.....	67
Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017.....	68
Tableau 3.10: Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017	70
Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Mali, 2017	72

Liste des graphiques

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Mali, 2017	15
Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Mali, 2017	21
Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Mali, 2017	29
Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Mali, 2017	32
Graphique 1.5: Taux de bas salaire selon la CSP, Mali, 2017	33
Graphique 2.1: Répartition (en %) des emplois des actifs occupés de 15 ans et plus sur le marché du travail, Mali, 2017	38
Graphique 2.2: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Mali, 2017	39
Graphique 2.3: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Mali, 2017.....	44
Graphique 2.4: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Mali, 2017	47

Graphique 2.5: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Mali, 2017	52
Graphique 2.6: Intentions générales des CUPi par rapport à l'enregistrement administratif selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017	53
Graphique 2.7: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Mali, 2017	57
Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Mali, 2017	58
Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par milieu de résidence, Mali, 2017	69
Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Mali, 2017	69

Liste des cartes

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Mali, 2017	19
Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Mali, 2017	24
Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Mali, 2017	31
Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Mali, 2017	66
Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Mali, 2017	71

Méthodologie de l'échantillonnage et de l'enquête

L'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) a été réalisée à partir d'un sondage probabiliste aréolaire à deux degrés avec stratification au premier degré. L'objectif de l'enquête est de fournir la situation de référence pour le suivi de l'emploi et le secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, au niveau national, pour les milieux urbain et rural, et pour chacun des régions du pays. Plus spécifiquement, elle permet (i) de connaître les revenus de l'activité et leur distribution, le niveau du chômage et le profil des chômeurs, l'ampleur du sous-emploi, (ii) d'établir les comptes des unités de production informelles, de déterminer le poids du secteur informel dans l'économie nationale, d'analyser les contraintes et les opportunités du secteur informel et (iii) de fournir des informations sur la perception des individus sur la démocratie et la gouvernance, paix et sécurité, la qualité des institutions et la corruption.

Les unités primaires (UP) sont les zones de dénombrement (ZD) définies lors des travaux cartographiques censitaires réalisés dans le cadre du RGPH (Recensement général de la population et de l'habitat) de 2009. L'enquête n'a pas eu lieu dans la région de Kidal pour des raisons de sécurité.

Au premier degré, 1 050 ZD ont été tirées avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages. Au deuxième degré, un nombre variable de 6 à 10 ménages a été sélectionné dans chacune des ZD retenues au premier degré avec trois (3) ménages de remplacement. La taille de l'échantillon de l'ERI-ESI est de 7 966 ménages.

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) est une opération statistique d'envergure nationale et couvre deux volets : le premier volet collecte des données sur les caractéristiques socio démographiques et sur l'emploi de la population et le second volet est relatif à la collecte des données auprès des unités de production informelles non agricoles identifiées lors du premier volet.

Afin d'atteindre les objectifs fixés à l'enquête, quatre types de questionnaires ont été utilisés :

- un questionnaire ménage qui a servi à recueillir des informations sur tous les membres du ménage, le ménage et l'habitation ;
- un questionnaire emploi administré dans chaque ménage à tous les individus âgés de 10 ans et plus ;
- un module gouvernance, paix et sécurité greffé au questionnaire emploi et administré aux individus de 18 ans et plus dans tous les ménages ;
- un questionnaire secteur informel administré aux chefs d'unités de production informelles (UPI) non agricoles identifiés pendant l'administration du questionnaire emploi.

La collecte des données s'est faite par deux catégories d'équipes sur le terrain : la première équipe chargée du volet emploi et la seconde, du volet secteur informel. Elle a été réalisée par CAPI (Computer Assisted Personal Interview) au moyen de smartphones. Les questionnaires ont été programmés en CSPro et saisis en temps réel sur le terrain sur les smartphones au cours des entretiens.

Le présent rapport de synthèse, fruit des différents travaux au niveau national et régional, présente la synthèse des résultats de l'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel au Mali.

Chapitre 1: Caractéristiques de la population et situation d'activité

La population malienne est relativement jeune et le présent chapitre est consacré à l'étude de ses caractéristiques sociodémographiques, notamment de sa structure par âge et par sexe, de la dynamique migratoire, de la scolarisation et de l'alphabétisation et sa situation d'activité.

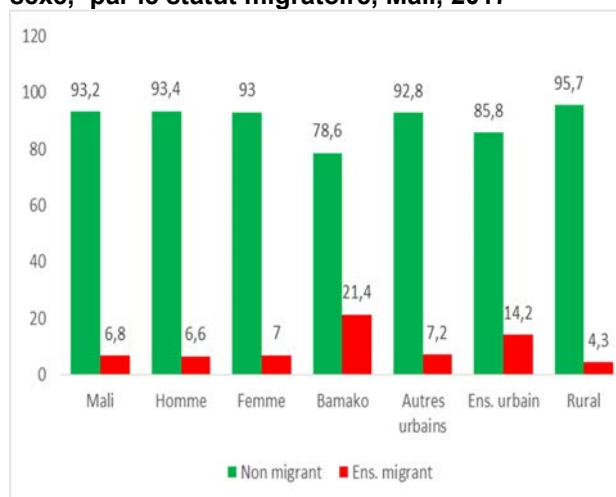
1.1. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages

1.1.1. Dynamique migratoire

La migration est un élément important de la dynamique démographique qui agit sur la répartition géographique de la population notamment à travers la migration interne. Les données de migration font partie des statistiques émergentes ce qui justifie son choix dans cette étude.

La population des migrants représente moins de sept pour cent de la population malienne.

Graphique 1.1: Répartition en pourcentage de la population selon le milieu de résidence et le sexe, par le statut migratoire, Mali, 2017



- ◆ Les données de l'enquête portent sur les différentes formes de migrations à savoir la migration interne que la migration internationale. L'examen des résultats du graphique ci-dessus et du Tableau 1.1 indiquent que :

La population ayant effectué une migration est de 6,8 %. Il s'agit des personnes ayant vécu dans une autre région avant de venir s'installer dans la région où l'enquête a eu lieu. La migration concerne aussi les personnes ayant résidé à l'étranger pour une durée de 6 mois. Ce type de migration est qualifié de migration

- ◆ la majorité de la population (93,2%) de la population n'a jamais effectué de migration et le phénomène migratoire ne concerne que 6,8% de la population totale. Au niveau interne, c'est la ville de Bamako qui attire plus de migrant avec 18,2% des migrants, les autres villes n'attirant que 6,0% des migrants. S'agissant des migrations internationales, le tableau fait ressortir que c'est toujours Bamako qui est le premier centre urbain qui attire les migrants internationaux avec 3,2% contre 2,1% pour les autres centres urbains.
- ◆ Le phénomène touchent toutes les couches de la population et, ce quel que soit le genre. Chez les femmes, le phénomène a concerné 7,0% contre 6,6% chez les hommes. Selon la structure par âges, les résultats de l'enquête font ressortir qu'il n'y a pas des tranches d'âges spécifiques pour les migrants au Mali.

internationale et concerne 1,5 % de la population totale. Quant à la migration interne, elle représente 5,4 % de la population totale. L'on peut également constater à partir du même tableau que la répartition de la population selon le sexe fait ressortir qu'en 2017, les migrations concernent autant les femmes que les hommes.

Un examen selon la région met en évidence une plus grande prépondérance du phénomène, qu'il soit interne ou international s'agissant de la population résidente de Bamako. En effet, 21,4

% de la population de Bamako a déjà effectué une migration dont 18,2 % dans une autre région du Mali et 3,2 % à l'étranger.

Tableau 1.1: Répartition en % de la population selon la région, le milieu de résidence, le sexe, le groupe d'âges et le niveau d'instruction par statut migratoire, Mali, 2017

Groupe d'âges	profil migratoire				Total	Effectif
	Non migrant	Migration interne	Migration internationale	Ens. migrant		
Région						
Kayes	97,4	1,3	1,2	2,6	100,0	2 590 017
Koulikoro	93,6	5,8	0,6	6,4	100,0	3 146 696
Sikasso	94,6	3,6	1,8	5,4	100,0	3 433 902
Ségou	96,2	3,3	0,5	3,8	100,0	3 037 880
Mopti	92,5	4,9	2,6	7,5	100,0	2 645 353
Tombouctou	99,5	0,2	0,4	0,5	100,0	876 661
Gao	99,0	0,7	0,3	1,0	100,0	704 537
Bamako	78,6	18,2	3,2	21,4	100,0	2 351 948
Milieu de résidence						
Bamako	78,6	18,2	3,2	21,4	100,0	2 351 948
Autres urbains	92,8	6,0	1,1	7,2	100,0	2 375 096
Ens. urbain	85,8	12,1	2,1	14,2	100,0	4 727 044
Rural	95,7	3,1	1,2	4,3	100,0	14 059 952
Sexe						
Homme	93,4	5,0	1,6	6,6	100,0	9 246 616
Femme	93,0	5,7	1,3	7,0	100,0	9 540 381
Niveau d'instruction						
Aucun	93,4	5,0	1,6	6,6	100,0	10 520 829
Primaire	94,8	4,1	1,1	5,2	100,0	4 175 141
Secondaire	85,3	12,2	2,5	14,7	100,0	1 922 693
Supérieur	73,7	22,3	4,0	26,3	100,0	290 534
Mali	93,2	5,4	1,5	6,8	100,0	18 786 996

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.1.2. Principales caractéristiques des migrants

Le Tableau 1.2 donne la migration internationale et cherche à capter les caractéristiques principales des personnes ayant quitté leur ménage au Mali au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'extérieur (avec l'intention de ne pas y revenir avant six mois). Les résultats montrent que 83,0 % des

personnes ayant émigré à l'extérieur proviennent du milieu rural malien contre 17,0 % pour les ressortissants des milieux urbains.

Un peu plus de quatre cinquièmes d'hommes émigrants (84,2%) partent du milieu rural. La proportion de femmes émigrantes ayant quitté le milieu rural s'établit à 67,3%.

Tableau 1.2: Principales caractéristiques des émigrants de 15 ans et plus selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Milieu de résidence					Effectif
	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Total	
Sexe						
Masculin	6,0	9,8	15,8	84,2	100	275 641
Féminin	26,3	6,4	32,7	67,3	100	21 963
Groupe d'âge						
15-24 ans	6,2	10,3	16,5	83,5	100	163 835
25-34 ans	6,7	8,4	15,1	84,9	100	102 310
35-64 ans	16,6	10,1	26,7	73,3	100	30 102
65 ans et Plus	14,3	0,0	14,3	85,7	100	1 357
Niveau d'instruction						
Aucun	2,2	8,0	10,2	89,8	100	148 200
Primaire	5,6	7,8	13,4	86,6	100	49 221
Secondaire	12,6	13,4	26,0	74,0	100	63 629
Supérieur	51,7	8,6	60,3	39,7	100	9 800
Ne sait pas	11,7	12,6	24,3	75,7	100	26 755
Mali	7,5	9,6	17,0	83,0	100	297 604

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.1.3. Motifs de migration et principales destinations des migrants

La migration internationale s'effectue pour diverses raisons avec des ampleurs variables (Tableau 1.3).

Dans l'ensemble la raison principale évoquée pour l'émigration est la recherche d'emploi (81,2 %). Puis, les raisons d'affectation de travail et d'études sont évoquées par 4,2 % et 4,0 % des émigrants respectivement ; le regroupement familial est évoqué comme raison pour 3,5 % des émigrants. Le regroupement familial a été le plus cité pour les autres États d'Amérique du Sud (31,8 %).

La raison d'études demeure l'argument le plus évoqué pour les émigrants ayant un niveau d'étude supérieur (45,2 %).

Au niveau des pays de destination, la raison d'études a été évoquée le plus pour les pays d'Europe (12,5 %). La raison de regroupement familial a été évoquée le plus pour le Niger (29,8 %).

Tableau 1.3 : Motifs de la migration internationale selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Pour quelle principale raison [Nom] est parti à l'extérieur ?							Total	Effectif
	Etudes	Regroupement familial	Affectation de travail	Recherche d'emploi	Problème de santé	Autre raison	Ne sait pas		
Sexe									
Masculin	3,4	1,9	4,4	85,0	0,1	3,0	2,2	100,0	275 641
Féminin	10,6	23,6	1,5	33,3	1,8	19,0	10,2	100,0	21 963
Groupe d'âge									
15-24 ans	6,0	2,9	4,4	77,0	0,2	5,9	3,8	100,0	163 835
25-34 ans	1,7	3,3	3,7	87,7	0,0	2,1	1,5	100,0	102 310
35-64 ans	0,9	7,2	4,7	82,3	1,1	2,2	1,6	100,0	30 102
65 ans et Plus	0,0	14,3	0,0	75,4	10,3	0,0	0,0	100,0	1 357
Niveau d'instruction									
Aucun	0,0	4,1	5,9	84,8	0,4	3,5	1,4	100,0	148 200
Primaire	1,1	2,6	2,1	82,9	0,0	6,7	4,7	100,0	49 221
Secondaire	10,6	3,4	0,8	78,2	0,0	4,3	2,6	100,0	63 629
Supérieur	45,2	8,7	0,0	44,0	2,1	0,0	0,0	100,0	9 800
Ne sait pas	0,0	0,0	7,7	78,9	0,0	4,7	8,6	100,0	26 755
Total	4,0	3,5	4,2	81,2	0,2	4,2	2,8	100,0	297 604

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.1.4. Eléments Confort du logement

L'évaluation du bien-être non monétaire repose l'identification essentiellement de certaines caractéristiques de l'habitat à savoir la source d'approvisionnement en eau, le mode d'éclairage, le type d'aisance et de bien d'autres. La combinaison de toutes ces variables permet de calculer un indice de bien-être. Comme l'indique les résultats du Tableau 1.4:

Le Tableau 1.4 fait ressortir de façon globale qu'environ huit personnes sur dix (79,5%) de la population malienne ont accès à l'eau potable, 93,8% utilisent des latrines, 73,2% ont accès à l'électricité et seulement 0,7% utilisent des combustibles propres pour la cuisson.

Lorsque l'on s'intéresse aux régions, les résultats montrent que 92,1% de la population de Tombouctou ont accès à l'eau potable contre de 63,4% dans la région de Mopti. Quant à l'utilisation des latrines, l'enquête fait ressortir que ce sont dans les régions de Gao (97,7%), Koulikoro (96,3%), Sikasso (96%) et le district

de Bamako (99,8%) que les gens ont plus accès aux latrines. Par contre, on constate que les individus résidents dans la région de Mopti (82,2%) ont moins accès aux latrines. Environ 86,5% des ménages de la région de Sikasso ont accès à l'électricité contre un minimum dans celle de Gao (23,2%). Cependant, on note que 95,6% des ménages du district de Bamako ont accès à l'électricité. Les résultats par milieu de résidence montrent que les conditions de vie sont meilleures en milieu urbain qu'en milieu rural quel que soit le type de la caractéristique du logement.

Carte 1.1 : Proportion de la population ayant accès à l'eau potable, Mali, 2017

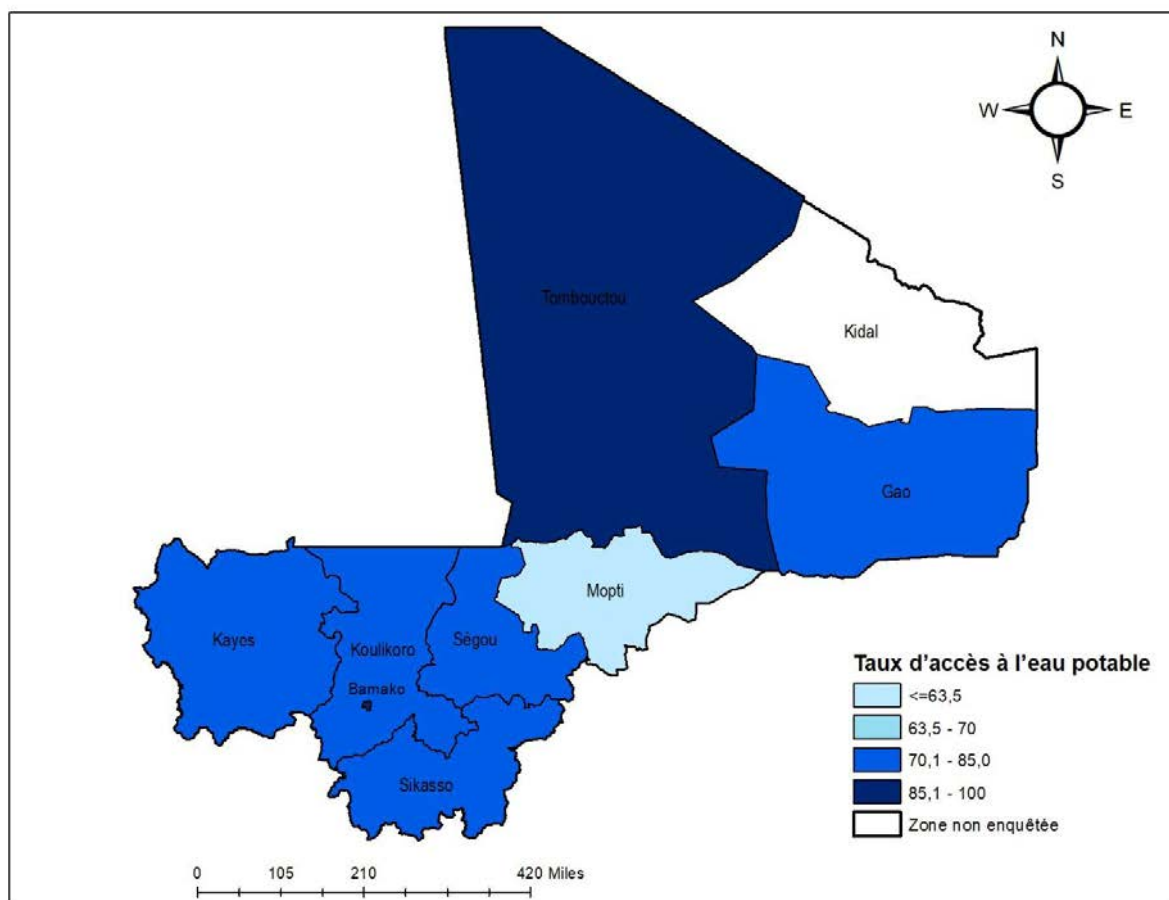


Tableau 1.4: Pourcentage de la population ayant accès aux services de base, Mali, 2017

Région et milieu de résidence	Proportion de la population ayant accès à l'eau potable [1]	Proportion de la population ayant accès à des latrines [2]	Proportion de la population ayant accès à l'électricité [3]	Proportion de la population ayant accès à des combustibles propres pour la cuisson [4]
Région				
Kayes	84,5	93,5	50,4	0,7
Koulikoro	80,6	96,3	76,6	0,8
Sikasso	78,7	96,0	86,5	0,6
Ségou	76,2	93,7	85,4	0,1
Mopti	63,5	82,2	63,4	0,1
Tombouctou	92,1	93,0	44,4	0,2
Gao	78,0	97,7	23,2	1,3
Milieu de résidence				
Bamako	91,7	99,8	95,6	2,4
Autres urbain	92,8	97,4	82,0	2,1
Ens. urbain	92,3	98,6	88,8	2,2
Rural	75,2	92,2	68,0	0,2
Mali	79,5	93,8	73,2	0,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

[1] Indicateur ODD 6.1.1

[2] Proxy Indicateur ODD 6.2.1

[3] Indicateur ODD 7.1.1

[4] Proxy Indicateur ODD 7.1.2

L'indicateur de niveau de vie non monétaire est construit entre autre à partir de ces caractéristiques (Graphique 1.2)

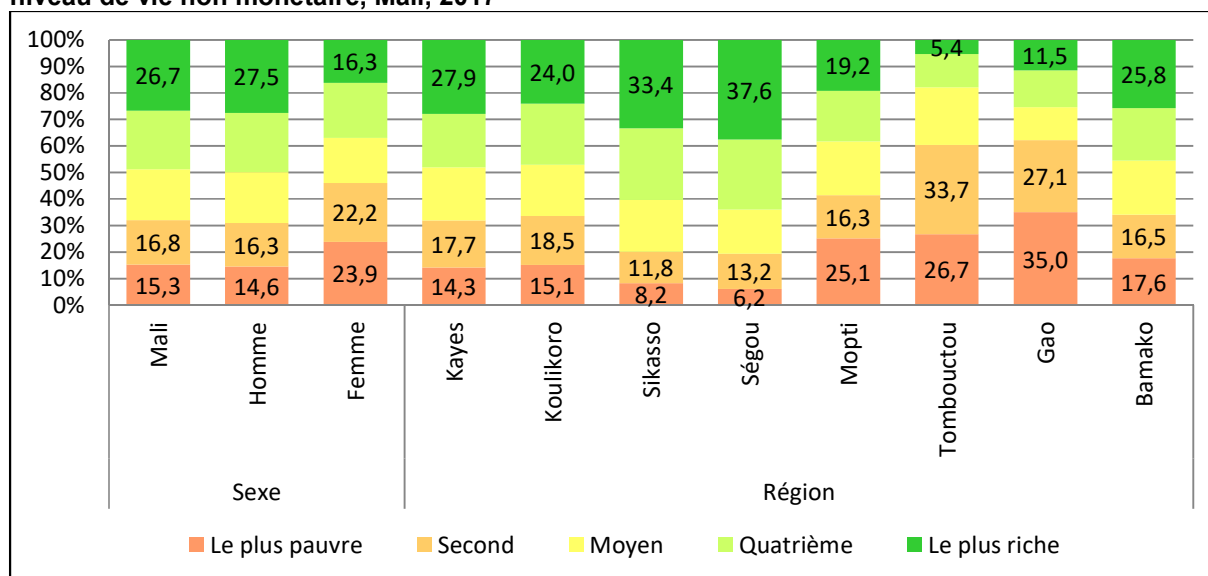
La repartitions des ménages maliens selon le quintile de niveau de vie non monétaire montre que les ménages sont plus nombreux dans le quintile le plus riche avec 26,7% des ménages contre 15,3% dans le quintile pauvre.

Les résultats par sexe montrent que les ménages dirigés par les femmes sont plus représentés dans le quintile le plus pauvre (23,9%) tandis que ceux dirigés par les hommes

sont plus représentés dans le quintile le plus riche (27,5%). Les résultats par milieu de résidence ne montrent pas de différence entre ceux résidents en milieu urbain et rural.

La répartition régionale montre que ce sont dans les régions de Mopti (25,1%), Gao (26,7%) et Gao (35%) que les ménages sont mieux représentés dans les quintiles les plus pauvres.

Graphique 1.2: Distribution en pourcentage de la population des ménages selon l'indicateur de niveau de vie non monétaire, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.2. Scolarisation et alphabétisation

L'objectif 4 des ODD d'obtenir une éducation de qualité est le fondement pour améliorer la vie des gens et le développement durable. Outre l'amélioration de leur qualité de vie, l'accès à une éducation inclusive et équitable peut aider à doter les populations locales des outils

nécessaires pour développer des solutions innovantes aux plus grands problèmes du monde. Cette section traite de la fréquentation scolaire, de la scolarisation des enfants, de la progression scolaire, de la déperdition scolaire et de l'alphabétisation des adultes.

1.2.1. La scolarisation et l'éducation

Le Tableau 1.5 fait l'état des lieux sur l'instruction eu égard à certaines caractéristiques démographiques des individus.

Ainsi, au Mali¹, environ un peu plus de trois personnes sur cinq (62,2%) sont sans d'instruction contre une faible proportion de la population (1,7%) a atteint le niveau universitaire. il faut souligné que ces résultats montrent aussi que seulement environ une personne sur dix (11,4%) a atteint le niveau d'éducation secondaire, la partie restante qui représente environ un quart de la population n'a pas dépassé le niveau primaire.

Les régions qui enregistrent les niveaux d'instructions les plus bas sont respectivement

celles de Mopti (76,5% de la population sont non instruits et 17,9% ont le niveau primaire), Tombouctou (71,3% sont non instruites et 20,6% ont le niveau primaire) et Kayes (69,4% sont non instruites et 23,7% de la population ont le niveau primaire).

Le district de Bamako constitue la seule région où plus de la moitié de la population ont un niveau d'instruction. Plus précisément, dans la capitale, environ un tiers de la population n'est pas instruit et environ trois personnes sur dix ont atteint le niveau secondaire pendant que plus d'un quart ont le niveau primaire. Bamako est également la région où près d'une personne sur dix ont atteint le niveau supérieur. Les régions de Koulikoro et Gao sont celles qui viennent en deuxième position : même si le nombre d'admis

¹ Sans la région de Kidal

au supérieur n'est pas aussi important qu'à Bamako, dans ces deux régions environ 1% de la population a atteint le niveau supérieur et un peu plus d'une personne sur dix ont atteint le niveau d'instruction secondaire.

On distingue également une certaine disparité entre les milieux de résidence. En effet, si la population n'ayant aucun niveau d'instruction est de l'ordre de 1/3 à Bamako, il ressort que cette même population est estimée à un peu moins de la moitié dans les autres zones urbaines du pays et près de sept personnes sur dix dans le milieu rural. Par ailleurs, plus le milieu est urbanisé, plus élevé est le niveau d'éducation. La population des autres villes du pays est composée d'environ trois personnes sur dix

ayant un niveau primaire, contre une personne sur cinq ayant un niveau secondaire et seulement 2% pour le niveau supérieur. Par contre, dans le milieu rural moins d'une personne sur dix ont atteint le niveau secondaire, tandis que moins d'un quart de la population ont le niveau primaire et près de sept personnes sur dix sont non instruites.

S'agissant du sexe, un peu moins de six hommes sur dix n'ont pas de niveau d'instruction contre à peu près sept femmes sur dix. Sur cent hommes, environ quinze (15,2%) ont au moins le niveau secondaire. Par contre chez les femmes, seulement onze sur cent (11,1%) ont atteint le secondaire.

Tableau 1.5: Répartition de la population par caractéristiques démographiques selon le niveau d'instruction, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Niveau instruction				Total	Effectif
	Aucun	Primaire	Secondaire	Supérieur		
Région						
Kayes	69,4	23,7	6,5	0,4	100,0	2 590 017
Koulikoro	58,2	28,0	12,5	1,4	100,0	3 146 696
Sikasso	66,5	24,0	9,0	0,5	100,0	3 433 902
Ségou	63,8	26,3	9,4	0,5	100,0	3 037 880
Mopti	76,5	17,9	5,2	0,4	100,0	2 645 353
Tombouctou	71,3	20,6	7,6	0,6	100,0	876 661
Gao	57,2	30,7	11,3	0,9	100,0	704 537
Bamako	33,8	27,7	29,5	9,0	100,0	2351948
Milieu de résidence						
Bamako	33,8	27,7	29,5	9,0	100,0	2 351 948
Autres urbains	48,3	30,1	19,3	2,2	100,0	2 375 096
Rural	69,4	23,3	7,0	0,4	100,0	14 059 952
Sexe						
Homme	58,3	26,6	12,7	2,5	100,0	9 246 616
Femme	66,0	22,9	10,1	1,0	100,0	9 540 381
Mali	62,2	24,7	11,4	1,7	100,0	18 786 996

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.2.2. Taux de scolarisation

L'universalité de la scolarisation telle que préconisée dans le primaire est loin d'être atteinte. Aussi, des efforts restent à fournir pour maintenir les élèves au secondaire.

Le Tableau 1.6 donne les taux de scolarisation au primaire et au secondaire. Pour un niveau d'instruction donné, cet indicateur permet de mesurer, parmi l'ensemble des individus ayant

l'âge d'être inscrits à ce niveau², combien le sont réellement. A noter que dans ce paragraphe, le niveau secondaire est le second cycle de

² 6 à 11 ans pour le primaire et 12 à 17 ans pour le secondaire

l'enseignement fondamental au Mali, le primaire étant au premier cycle.

Pour le niveau primaire, il ressort que c'est dans le district de Bamako où le maximum d'enfants ayant l'âge d'être inscrits au primaire l'est effectivement, aussi bien chez les garçons que chez les filles. Pour tous les enfants, on constate que près de neuf enfants sur dix sont inscrits quel que soit le sexe. Les régions de Mopti et de Tombouctou enregistrent, les taux de scolarisation au primaire les plus bas. Ces taux sont estimés à 37,5% à Mopti et 48,9% à Tombouctou. Autrement dit, plus de six enfants sur dix à Mopti et un peu plus d'un enfant sur deux à Tombouctou ayant l'âge d'aller à l'école primaire sont hors du système. Ainsi, le taux de scolarisation au primaire dans ces deux régions est même inférieur à celui enregistré dans l'ensemble du milieu rural, qui est de 51,8%.

Au niveau primaire, quelle que soit la région ou le milieu de résidence, le taux net de scolarisation des garçons n'est pas apparemment très différent de celui des filles. Néanmoins, dans les régions de Koulikoro et Tombouctou, le taux de scolarisation au primaire des filles est légèrement supérieur à celui des

garçons. Cependant, une telle ne peut être valablement confirmée qu'à l'issue d'un test statistique.

Pour le niveau secondaire, le taux de scolarisation est relativement plus faible. En effet, Bamako enregistre le taux le plus élevé qui se situe à 53,6%. Mopti, avec 12,1% d'enfants de 12 à 17 ans effectivement inscrits au secondaire, demeure la région qui enregistre le taux le plus faible au Mali chez les enfants de 12 à 17 ans. La région de Kayes, avec 18,3% de taux de scolarisation au secondaire constitue la deuxième région avec un taux très bas et inférieur au taux de scolarisation au secondaire du milieu rural (22,9%).

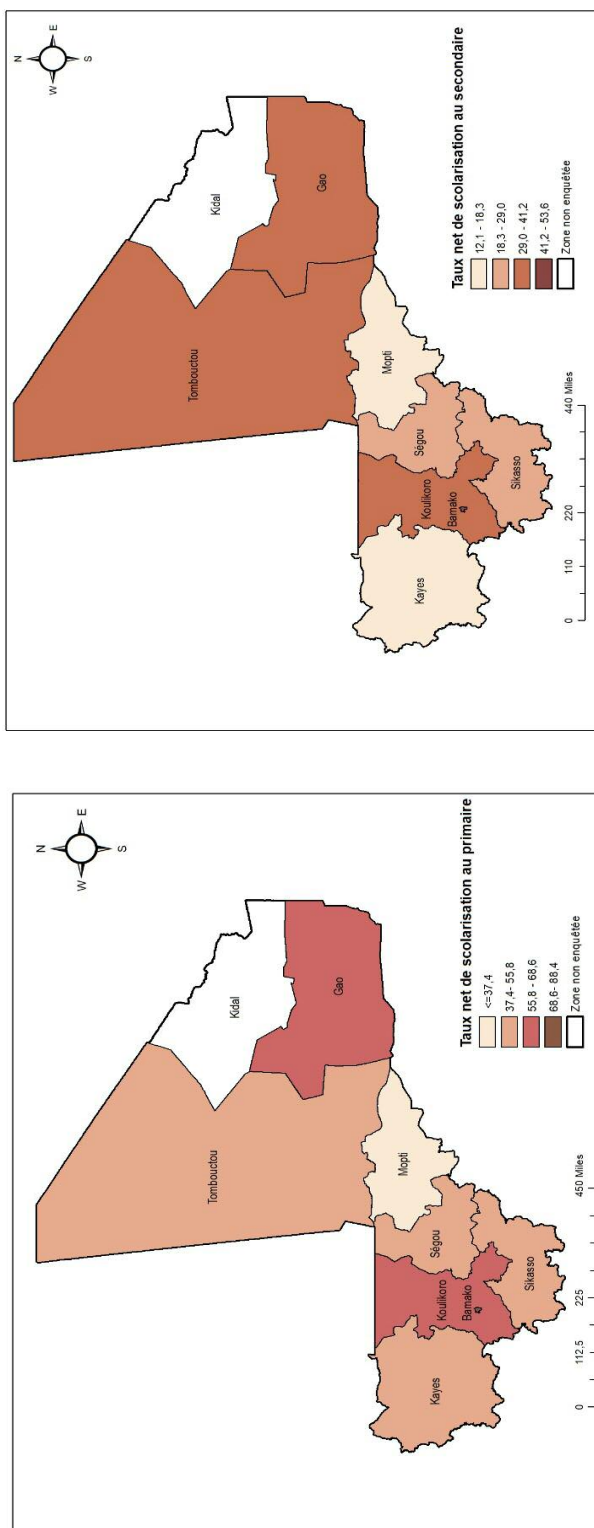
Contrairement au niveau primaire, au niveau secondaire, on constate un plus grand écart au niveau du taux de scolarisation selon le sexe. A cet effet, dans les régions de Kayes, Tombouctou et le district de Bamako, les taux de scolarisation des garçons sont nettement supérieurs à ceux des filles. Par contre, dans les régions de Koulikoro, Mopti et Gao, on constate que c'est plutôt les filles de 12 à 17 ans qui sont relativement plus représentées au niveau de l'enseignement secondaire.

Tableau 1.6: Taux de scolarisation du primaire et du secondaire selon le sexe par région et milieu de résidence, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Taux net de scolarisation au primaire ajusté			Taux net de scolarisation au secondaire		
	Homme	Femme	Total	Homme	Femme	Total
Région						
Kayes	55,1	51,0	53,2	21,5	14,6	18,3
Koulikoro	65,6	67,0	66,3	33,3	39,8	36,3
Sikasso	58,2	53,3	55,8	28,9	29,3	29,1
Ségou	55,6	54,4	55,0	28,8	27,4	28,2
Mopti	37,6	37,3	37,4	10,9	13,9	12,2
Tombouctou	47,5	50,5	48,9	45,9	36,2	41,2
Gao	69,8	67,3	68,6	32,8	36,3	34,4
Bamako	89,0	87,8	88,4	65,2	45,7	53,6
Milieu de résidence						
Bamako	89,0	87,8	88,4	65,2	45,7	53,6
Autres urbains	72,8	74,0	73,4	46,1	44,5	45,3
Rural	52,7	50,8	51,8	22,6	23,3	22,9
Mali	58,3	57,3	57,8	30,5	30,2	30,4

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Carte 1.2 : Taux net de scolarisation au primaire et taux net de scolarisation au secondaire, Mali, 2017



1.2.3. Alphabétisation des adultes

L'alphabétisation a été appréhendée par le fait de savoir lire et écrire une phrase dans une langue quelconque.

Le taux d'alphabétisation (Tableau 1.7) se rapportant à la population âgée de 15 ans et plus s'établit à 47,0% au niveau national. Ce taux est de 54,4% pour les hommes et 40,2%

pour les femmes. Selon le milieu de résidence, il se situe à 69,5% en milieu urbain contre 37,7% en milieu rural. La région de Mopti est la moins alphabétisée avec un taux de 34,3%.

Tableau 1.7 : Taux d'alphabétisation des adultes en français, en langue nationale et taux d'alphabétisation par région selon le sexe, Mali, 2017

Région	Taux d'alphabétisation des 15 ans et plus	Sexe		Milieu de résidence		Total
		Homme	Femme	Urbain	Rural	
Kayes	langue nationale	7,4	5,4	8,6	5,8	6,3
	français	23,5	10,6	28,8	14,1	16,4
	n'importe quelle langue	52,6	31,7	51,6	39,8	41,7
Koulikoro	langue nationale	9,0	6,2	12,0	7,0	7,5
	français	33,2	20,2	49,2	23,9	26,3
	n'importe quelle langue	53,8	40,6	63,7	45,0	46,8
Sikasso	en langue nationale	12,4	6,4	13,0	8,1	9,2
	français	23,4	13,9	38,9	12,5	18,3
	n'importe quelle langue	43,7	30,1	58,3	29,9	36,4
Ségou	langue nationale	11,1	4,0	9,2	7,1	7,3
	français	27,3	16,1	52,8	16,4	21,3
	n'importe quelle langue	55,3	33,2	71,7	39,0	43,9
Mopti	langue nationale	6,9	5,5	6,3	6,2	6,2
	français	12,5	9,7	34,8	7,4	11,0
	n'importe quelle langue	38,4	30,2	60,5	29,7	34,3
Tombouctou	langue nationale	5,6	4,7	4,0	5,3	5,1
	français	18,0	13,5	30,7	12,3	15,6
	n'importe quelle langue	45,6	37,8	55,9	38,3	41,6
Gao	langue nationale	6,2	6,8	13,6	4,2	6,5
	français	32,3	23,8	39,4	24,0	27,8
	n'importe quelle langue	58,4	49,8	63,1	51,0	53,9
Bamako	langue nationale	15,9	14,6	15,2		15,2
	français	66,6	53,0	59,4		59,4
	n'importe quelle langue	83,5	71,7	77,3		77,3
Mali	langue nationale	10,2	6,9	12,8	6,7	8,4
	français	30,6	20,4	50,2	15,4	25,1
	n'importe quelle langue	54,4	40,2	69,5	37,7	47,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.3. 4. Caractéristiques socioéconomique de la population

Cette partie est consacrée à la présentation des résultats concernant la sous-utilisation de la main d'œuvre, le marché du travail, la structure et la dynamique des emplois.

Pour une bonne compréhension des résultats dans ce chapitre, il est utile de procéder à quelques définitions des concepts.

Emploi : est pourvue d'un emploi, toute personne en âge de travailler qui, au cours d'une semaine de référence ou des 7 derniers jours, a réalisé une activité durant au moins une

heure, pour produire des biens ou fournir des services en échange d'une rémunération ou d'un profit.

Le chômage au sens du BIT, est toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours des 7 derniers jours ou de la semaine de référence, ii) a fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours des 30 derniers jours ou d'un mois de référence et iii) se déclare disponible sur une période de deux semaines pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

La main d'œuvre, c'est une fraction de la population en âge de travailler pourvue d'un emploi ou en situation de chômage sur une période de référence définie. La main d'œuvre potentielle et main d'œuvre élargie : trois

groupes de personnes en âge de travailler et sans emploi, font partie de la main d'œuvre potentielle : i) personnes à la recherche de l'emploi et non disponibles, ii) personnes non à la recherche active mais disponibles, iii) personnes ni à la recherche de l'emploi ni disponible mais souhaitant avoir un emploi. La main d'œuvre élargie est la somme de la main d'œuvre et de la main d'œuvre potentielle.

L'enquête a aussi permis de calculer les indicateurs du marché du travail selon la nouvelle norme, de la 19^{ème} Conférence Internationale des Statisticiens du Travail (19^{ème} CIST).

1.3.1. Sous-utilisation de la main d'œuvre

Tout comme tous les pays membres de l'UEMOA, le Mali n'a pas de problème de chômage au sens strict du BIT, mais plutôt un problème de sous-emploi.

Les indicateurs comme le taux de chômage (SU1), le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail (SU2), le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle (SU3) et la mesure composite de la sous-utilisation de la main œuvre (taux combiné du chômage, du sous-emploi lié au temps de travail et de la main d'œuvre potentielle SU4) ont été produits.

Dans l'ensemble, les niveaux de ces indicateurs sont de 4,5% pour le taux de chômage (SU1) ; 18,4% pour le taux combiné du chômage et du sous-emploi lié au temps de travail ; 27,0% pour le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle et 37,6% pour le taux combiné du chômage, du sous-emploi lié au temps de travail et de la main d'œuvre potentielle au Mali en 2017 selon les résultats de cette investigation.

En outre, les résultats montrent que quel que soit l'indicateur considéré, les femmes sont plus touchées par le chômage ou la sous-utilisation

de la main d'œuvre que les hommes. En effet, le taux de chômage (SU1) est de 5,6% chez les femmes contre 3,8% chez les hommes, le SU2 est de 23,1% chez les femmes contre 15,3% pour les hommes, le SU3 est de 37,3% chez les femmes contre seulement 18,4% chez les hommes et le SU4 est de 48,9% chez les femmes contre 28,2% chez les hommes.

L'examen des résultats par groupe d'âge, montre que pour tous les indicateurs, les jeunes des 15-24 ans sont les plus touchés par le chômage ou les formes de sous-utilisation de la main d'œuvre. Cela pourrait être expliqué par les difficultés liées à la première insertion au marché du travail. Par contre, on observe un faible taux de ces indicateurs pour les individus âgés de 65 ans et plus. Les résultats par niveau d'instruction montrent que le taux de chômage (SU1) est plus élevé chez les individus ayant un niveau supérieur. En effet, il est de 14,3% chez les niveaux supérieurs contre seulement 2,6% chez les sans niveau d'instruction.

Tableau 1.8: Principales caractéristiques de la sous-utilisation de la main d'œuvre selon la région et le milieu de résidence, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Taux de chômage BIT [1]	Taux combiné du sous-emploi lié au temps de travail et du chômage	Effectif1	Taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre	Effectif3
Sexe						
Masculin	3,8	15,3	2 220 128	18,4	28,2	2 617 234
Féminin	5,6	23,1	1 454 741	37,3	48,9	2 190 277
Groupe d'âge						
15 - 24 ans	10,3	25,2	587 393	44,7	53,9	953 469
25 - 34 ans	5,6	20,7	962 729	30,2	41,4	1 302 344
15 - 34 ans	7,4	22,4	1 550 122	36,4	46,7	2 255 813
35 - 44 ans	3,3	15,9	892 216	22,6	32,7	1 114 334
45 - 54 ans	1,5	16,9	674 491	17,0	30,0	800 344
55 - 64 ans	2,1	13,9	393 845	15,5	25,7	456 312
65 ans et plus	1,9	10,8	160 171	10,5	18,7	175 679
Niveau d'instruction						
Aucun	2,6	16,0	2 285 883	27,7	37,7	3 078 936
Primaire	3,1	17,2	533 371	25,5	36,4	693 857
Secondaire	9,3	25,1	657 164	27,0	39,8	817 229
Supérieur	14,3	26,4	197 956	21,7	32,8	216 839
Milieu de résidence						
Bamako	7,8	17,8	775 208	15,8	25,0	849 630
Autres urbains	5,9	21,2	489 491	27,8	39,6	638 399
Ens. urbain	7,0	19,1	1 264 700	21,0	31,3	1 488 030
Rural	3,2	18,0	2 410 170	29,7	40,5	3 319 482
Région						
Kayes	2,7	11,2	370 004	38,3	43,6	583 093
Koulikoro	5,1	23,3	475 713	32,0	45,0	663 611
Sikasso	3,4	18,3	807 004	21,2	33,3	988 712
Ségou	2,0	17,9	634 829	23,7	36,0	815 035
Mopti	2,1	17,2	435 492	30,7	41,4	615 449
Tombouctou	10,4	24,6	115 707	42,0	51,2	178 847
Gao	14,8	35,7	60 912	54,1	65,4	113 134
Bamako	7,8	17,8	775 208	15,8	25,0	849 630
Mali	4,5	18,4	3 674 869	27,0	37,6	4 807 511

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.3.2. Bilan de l'emploi

Au Mali comme dans la plupart des pays africains, le secteur informel est le principal pourvoyeur de l'emploi et le Mali ne fait pas exception. Globalement, les employés qui travaillaient dans le secteur public au Mali en 2017, sont beaucoup plus représentés dans les emplois formels que dans les emplois informels. En effet, on note que 93,7% de ces employeurs sont dans les emplois formels contre 6,3% seulement dans les emplois informels. Par contre, concernant le secteur privé, on note que la quasi-totalité (97,5%) des employés travaille dans des emplois informels. En examinant les résultats de l'analyse par secteur institutionnel,

les résultats font ressortir que dans le secteur institutionnel non agricole, un peu plus de neuf employés sur dix (soit 98,8%), qui travaillent dans le secteur public, occupent un emploi formel. Par contre, ceux qui travaillent dans le secteur privé et ménages sont beaucoup plus nombreux dans des emplois informels avec respectivement 99,7 % et 100 %. Pour le secteur institutionnel agricole, la quasi-totalité (98,8%) des employés du public ont des emplois formels ; par contre, dans les secteurs privé et ménages, on observe respectivement que 99,7% et 100% des emplois sont informels.

Tableau 1.9: Bilan de l'emploi par secteur institutionnel selon l'activité, Mali, 2017

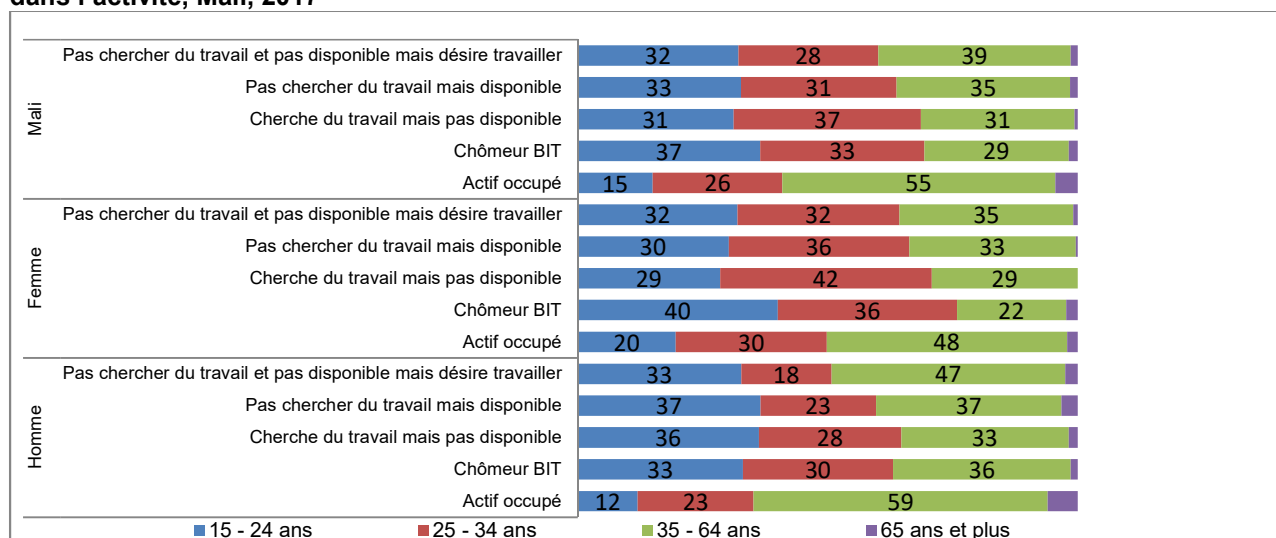
Caractéristiques de l'emploi		Activité principale			Effectif
		Emplois formels	Emplois informels	Total	
Secteur institutionnel non agricole [1]	Secteur public	93,5	6,5	100,0	236 803
	Secteur privé	4,1	95,9	100,0	1 560 834
	Ménages	0,2	99,8	100,0	157 839
Secteur institutionnel agricole	Secteur public	98,8	1,2	100,0	9 209
	Secteur privé	0,3	99,7	100,0	1 073 513
	Ménages	0,0	100,0	100,0	471 328
Total	Secteur public	93,7	6,3	100,0	246 013
	Secteur privé	2,5	97,5	100,0	2 634 347
	Ménages	0,0	100,0	100,0	629 167

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

La population en âge de travailler est la frange de la population potentiellement active et la définition adoptée par les pays semble être plutôt celle de l'âge de la population qui travaille ou qui est sur le marché du travail. Pour des raisons de comparabilité des données, le calcul des indicateurs classiques du marché du travail sera effectué pour la classe d'âge de 15 ans et plus et des sous-classes de 15-24 ans, 25-34 ans, 35-64 ans et de 65 ans ou plus. La situation dans l'emploi au Mali (Graphique 1.3) se présente comme suit :

- ◆ les personnes de 35-64 ans constituent sont celles qui sont les plus actives occupées (55%), tant chez les femmes (48%) que chez les hommes (59%). Elles sont suivies de celles de 25-34 ans 26%), dont 30% des femmes et 23% des hommes ;
- ◆ Le chômage au sens du BIT frappe plus les jeunes et encore plus les femmes, notamment les personnes de 15-24 ans qui constituent 37% des chômeurs, dont 40% des femmes et 33% des hommes, les personnes de 25-34 ans forment 33% des chômeurs avec 36% pour les femmes et 30% des hommes ;
- ◆ Parmi les personnes se déclarant ne pas être à la recherche de travail mais sont disponibles à l'exercer si l'occasion se présente, toutes les classes d'âges adoptent cette attitude avec de proportion peu variables mais avec des variations de comportement selon le sexe : les jeunes de 25-34 ans sont ceux qui sont le plus dans cette attitude avec 37% (les femmes sont à 42% et les hommes 28%), suivi des personnes âgées de 35-64 ans et des jeunes de 15-24 ans avec 29% ;
- ◆ Enfin, ce sont les seniors qui sont plus désirés mais qui ne sont pas disponibles pour l'exercer lorsque l'occasion va se présenter. Cette proportion représente 39% de la population concerné suivi des jeunes de 15-24 qui représentent 32%. Chez les hommes, cette proportion est de 47% contre 35% chez les femmes.

Graphique 1.3: Structure de la population active selon l'âge (en années révolues) et la situation dans l'activité, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.3.3. Possibilités d'emplois et gains adéquats sur le marché du travail

Le Tableau 1.10 donne une idée sur les possibilités d'emploi sur le marché du travail au Mali. Les résultats de l'enquête indiquent dans l'ensemble que le ratio emploi/population des 15 ans et plus est de 38,4%, c'est à dire au Mali en 2017, il y a 38,4 % des individus âgés de 15 ans et plus qui occupaient un emploi. Ce ratio varie selon le sexe, car il est de 50 employés chez les hommes et 28 chez les femmes.

Les personnes se retrouvant dans la vulnérabilité de l'emploi, c'est-à-dire les travailleurs pour propre compte et travailleurs familiaux représentent 70,1 % des emplois dont 82,5% des et 62,1% des hommes. Cette vulnérabilité dans l'emploi frappe plus les personnes âgées de 65 ans ou plus (83,3%) et les adultes de 35-64 ans (72,5%) ainsi que les personnes résidant en milieu rural (83,3%).

Selon le niveau d'instruction, les personnes n'ayant aucun niveau représente 81,1% et celle du niveau primaire 73,0%. Enfin, le tableau

montre que les personnes résidant dans les régions de Ségou et Sikasso représentent plus de 83% des emplois vulnérables au Mali.

Les résultats montrent que globalement il y a 51% des jeunes de 15-24 ans qui ne sont ni dans le système éducatif ni dans l'emploi. Ceux n'ayant aucun niveau d'instruction représentent 74,6%.

Le taux de salarisation est de 27,7%. Ce taux est de 34,8% pour les hommes et 16,6% pour les femmes. Il est de 54% pour les personnes ayant atteint le secondaire et 91,4% pour ceux ayant atteint le niveau secondaire.

Le taux de salarisation atteint 39% dans le secteur non agricole et 49,9% chez les hommes et 21,9% chez les femmes.

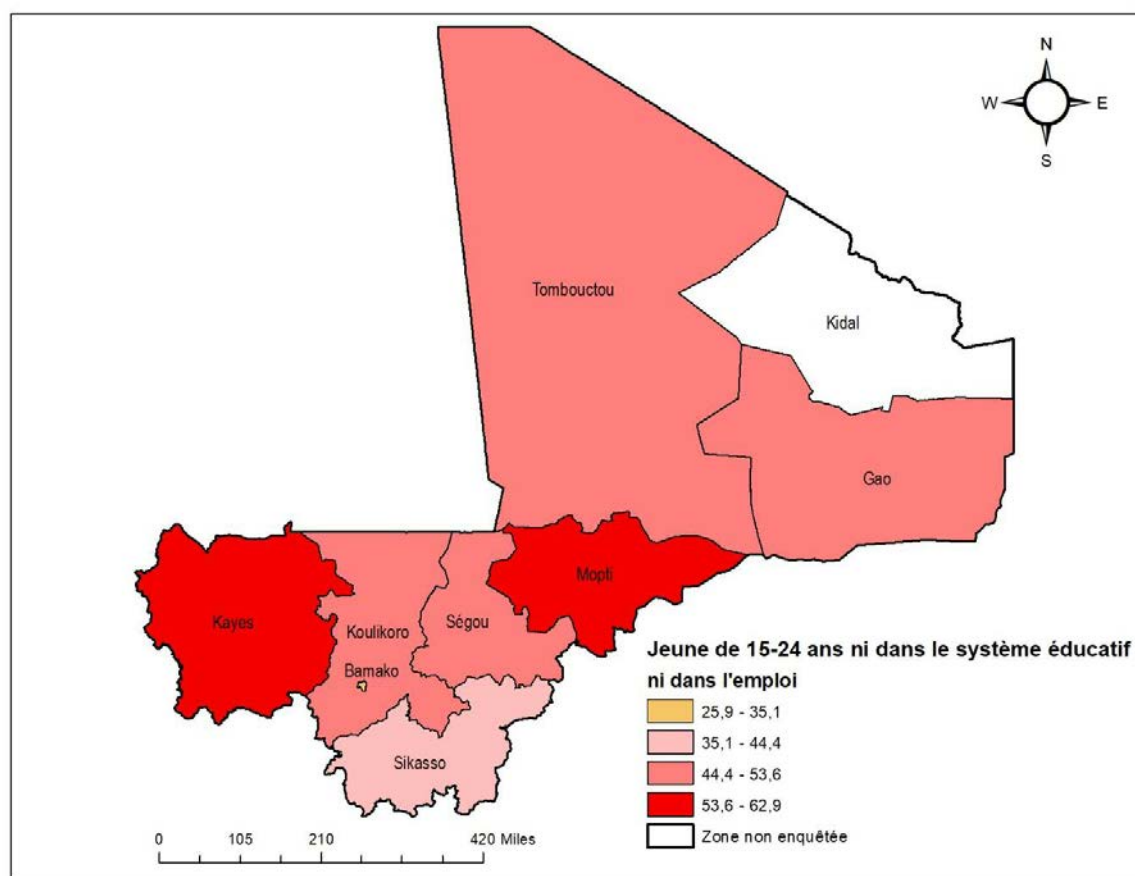
Globalement, l'on constate que le taux de salarisation évolue en fonction du niveau de scolarisation, du sexe et du milieu de résidence.

Tableau 1.10: Aperçu de quelques indicateurs des possibilités d'emploi et des gains adéquats sur le marché du travail selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Ratio emploi/population des 15 ans et plus	Taux d'emplois vulnérables ou part des travailleurs propre compte et travailleurs familiaux	Taux emplois précaires	Taux de pluriactivité	Jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi [1]	Taux de salarisation dans le secteur non agricole
Sexe						
Homme	50,1	62,1	46,0	15,0	41,3	49,9
Femme	28,2	82,5	46,2	11,8	58,4	21,9
Niveau d'instruction						
Aucun	37,1	81,5	49,5	15,5	74,6	22,2
Primaire	44,1	73,0	48,0	15,9	54,6	29,0
Secondaire	35,7	42,7	38,9	7,7	24,2	60,4
Supérieur	58,2	7,8	19,7	5,0	18,5	92,0
Groupe d'âge						
15 - 24 ans	21,5	65,8	67,6	7,1	51,1	40,0
25 - 34 ans	43,2	65,3	47,4	12,6	100,0	46,4
35 - 64 ans	49,4	72,5	40,3	16,2	100,0	36,4
65 ans et plus	22,4	83,3	35,9	13,2		20,7
Milieu de résidence						
Bamako	52,8	45,0	37,5	3,9	26,2	52,7
Autres urbains	38,4	57,1	38,2	7,2	42,2	44,5
Rural	35,5	80,3	50,2	18,0	59,6	26,3
Région						
Kayes	30,9	65,2	43,9	12,8	63,9	29,5
Koulikoro	29,6	70,0	32,1	20,1	52,7	37,3
Sikasso	47,1	83,2	50,3	12,5	45,3	30,1
Ségou	43,2	83,8	52,8	19,7	51,6	29,4
Mopti	32,8	76,8	59,2	21,3	73,7	20,7
Tombouctou	27,4	56,2	51,3	2,7	60,7	60,9
Gao	16,7	60,1	38,1	6,9	55,5	47,6
Bamako	52,8	45,0	37,5	3,9	26,2	52,7
Mali	38,4	70,1	46,1	13,7	51,0	39,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Carte 1.3 : Proportion des jeunes de 15-24 ans ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, Mali, 2017

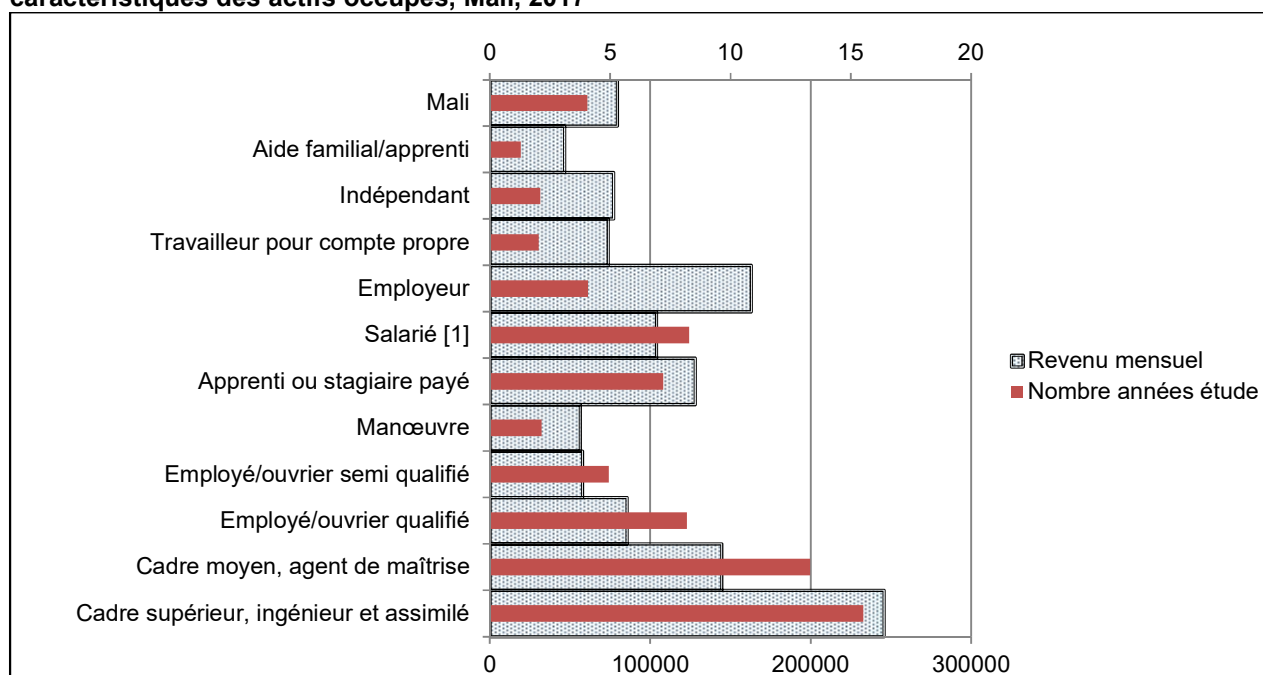


Dans l'ensemble, on constate que le nombre moyen d'années d'étude est corrélé au niveau du revenu mensuel moyen. En d'autres termes, plus une personne fait un nombre élevé d'années d'étude plus son revenu mensuel moyen est élevé et vice versa. En plus, les données présentées sur le graphique ci-dessous montrent que les Cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés ont fait en moyenne près de 16

années d'études et ont un revenu mensuel moyen le plus élevé avec 245 600 F CFA contre seulement 2 ans d'étude et 56 240 F CFA par mois chez les manœuvres.

Les résultats présentés au Graphique 1.4 montrent que plus qu'on est cadre, plus on gagne plus en termes de revenu.

Graphique 1.4: Nombre moyen d'années d'études et revenu mensuel moyen selon les caractéristiques des actifs occupés, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Dans les États membres de l'UEMOA, les lois existantes sur l'emploi instituent un salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) aux travailleurs et en général, elle n'est toujours pas respectée.

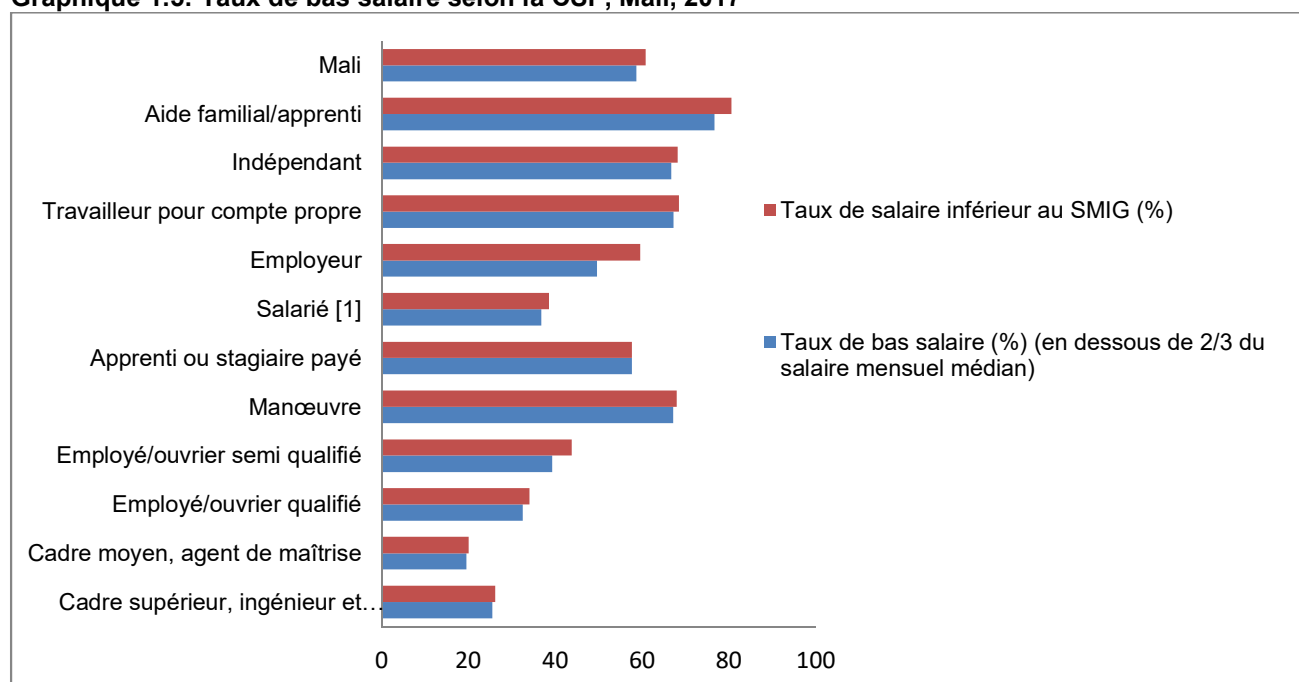
De façon globale, on note que le taux de bas salaire (en dessous de 2/3 du salaire mensuel médian) est de 58,6%. L'examen des résultats selon la catégorie socio professionnelle atteste que le taux de bas salaire est plus élevé chez les aides familiaux/apprentis (76,6%) suivi par les travailleurs pour compte propre (67,3%), les manœuvres (67,1%). Par contre, les cadres supérieurs, ingénieurs et assimilés, les cadres moyens, agents de maîtrise ont un taux de bas salaire faible avec respectivement 25,5% et 19,5%.

Les résultats de l'analyse par secteur d'activité montrent que le taux de bas salaire est plus élevé dans le primaire que les autres secteurs. En effet, ce taux est de 72% au niveau du primaire contre seulement 41,2% dans les services. En mettant en exergue la différence entre les hommes et les femmes, il ressort des résultats un taux de bas salaires de 75,3% chez les femmes contre seulement 48,3% chez les hommes.

Les résultats montrent aussi que dans l'ensemble, six salariés sur dix (60,7%) ont un salaire inférieur au SMIG (40 000 F CFA par mois). En examinant les résultats par catégorie socio professionnelle, on constate que huit aides familiaux/apprentis sur dix (80,6%) ont un salaire inférieur au SMIG contre seulement deux cadres moyen, agent de maîtrise sur dix (20%).

L'analyse par secteur d'activité montre que 75,3% des travailleurs du secteur primaire ont un salaire inférieur au SMIG. Les résultats de l'analyse selon le sexe attestent que 76,4% des femmes salariées sont payées au-dessous de SMIG (40000 F CFA par mois) contre un peu plus d'un salarié sur deux (51,2%) chez les hommes.

Graphique 1.5: Taux de bas salaire selon la CSP, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.4. Qualité de l'insertion sur le marché du travail

1.4.1. Raisons de mutation et de non exercice du métier

L'insertion professionnelle est le processus qui conduit une personne de rentrer en contact avec le milieu de travail ou réadapter au marché de travail. Plus spécifiquement se réadapter au marché signifie qu'à un moment donné, le travailleur se trouve confronter à des difficultés qui l'amènent à procéder à une mutation professionnelle et plusieurs raisons peuvent conduire le travailleur à changer de travail.

Le Tableau 1.11, ci-dessous, donne la propension des actifs à changer d'activité suivant le type de formation reçue.

Globalement pour ceux qui ont eu à exercer leur métier de base, plus de 28% des actifs changent de métier car ils estiment que celui-ci leur apporte peu en termes de rémunération ou bien les conditions de travail sont pénibles. C'est la

principale raison évoquée par les travailleurs quel que soit le type de formation, excepté ceux qui ont reçu un enseignement non formel : ces derniers, pour 42,5% des cas, pensent que leur métier de base est déclassé suite au progrès de la technique. La seconde raison du changement d'activités, pour 22% des cas, est que les

métiers de base n'offrent pas assez de débouchés.

Par ailleurs, les actifs qui n'ont pas exercé leur métier de base, pensent qu'ils ne l'ont pas fait

principalement parce que leur formation est inachevée. Ils représentent plus de neuf cas sur dix et cela est plus fréquent pour les travailleurs ayant bénéficié d'un enseignement formel (91,7%).

Tableau 1.11: Propension des actifs occupés à changer d'activité selon la formation reçue, Mali, 2017

Type de formation	Pourquoi avez-vous changé de métier ?			
	Faible débouché pour le métier de base	Métier de base déclassé à cause du progrès technique	Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénible	Autre raison
Enseignement formel	22,4	17,5	27,3	32,7
Enseignement non formel	10,3	42,5	8,5	38,7
Apprentissage informel	28,5	0	34,2	37,4
Apprentissage fortuit ou aléatoire	0	0	100	0
Mali	22,4	15,8	28,5	33,2

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.4.2. Mobilité dans l'emploi

Le Tableau 1.12 montre que 9,3% des personnes âgées de 15 ans et plus ont eu un emploi antérieur, 87% des actifs occupés avaient déjà changé de métier et 85,6% avaient changé d'activité. Les résultats selon le sexe montrent des disparités plus prononcées entre les hommes et les femmes. Cependant, on note pour les personnes ayant eu un emploi antérieur représentent 11,3% pour les hommes contre seulement 7,5% pour les femmes. Cette proportion est de 90,1% et 81,0% respectivement pour les hommes et les femmes en ce qui concerne les actifs occupés ayant changé de métier.

Les proportions d'actifs occupés ayant changé d'activité représentent 88,8% pour les hommes et 79,5% pour les femmes. Par ailleurs, l'examen des résultats par niveau d'instruction montrent que 11,3% des personnes ayant un niveau supérieur ont eu un emploi antérieur contre seulement 6,9% pour le niveau secondaire. En examinant les résultats par région, on observe que c'est dans la région de Ségou (13,7%) et le district de Bamako (13,5%) que les personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur sont beaucoup nombreux. Par contre, on note des faibles proportions dans les régions de Tombouctou (3,2%), Gao (4,2%) et Kayes (4,5%).

Tableau 1.12: Mobilité dans l'emploi et dans l'activité par région, milieu de résidence et sexe, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Personnes âgées de 15 ans plus ayant eu un emploi antérieur (%)	% d'actifs occupés ayant changé de métier	% d'actifs occupés ayant changé d'activité
Sexe			
Homme	11,3	90,1	88,8
Femme	7,5	81,0	79,5
Niveau d'instruction			
Aucun	9,8	87,9	85,9
Primaire	9,7	84,3	83,1
Secondaire	6,9	90,2	87,9
Supérieur	11,3	76,4	82,6
Milieu de résidence			
Bamako	13,5	82,7	80,7
Autres urbains	8,5	91,1	88,6
Ens. urbain	11,2	85,2	83,1
Rural	8,5	89,1	88,5
Région			
Kayes	4,5	80,1	80,3
Koulikoro	8,4	83,9	86,8
Sikasso	9,2	95,1	89,0
Ségou	13,7	90,8	90,1
Mopti	8,6	91,1	94,7
Tombouctou	3,2	93,7	90,8
Gao	4,2	80,5	82,0
Bamako	13,5	82,7	80,7
Mali	9,3	87,0	85,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.5. Trajectoire et perspectives

1.5.1. Mobilité sociale

La mobilité sociale concerne les changements de statut social des individus ou des groupes sociaux au cours du temps, ainsi que les différences entre le statut social des parents et celui de leurs enfants. Plusieurs facteurs favorisent cette mobilité, parmi lesquels l'éducation. Les études menées jusqu'à présent, ont montré que dans l'ensemble, le niveau d'éducation scolaire s'améliore d'une génération à l'autre.

La proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père est de 53,7%. Par rapport au niveau d'instruction du père, cette proportion décroît quand le niveau d'instruction du père augmente : elle est de 100% lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction et tombe à 64,6% lorsque le père a fait le primaire et atteint 46,4 si le père a fait le secondaire et à 5,8% lorsque le père a fait le supérieur.

Le nombre d'années d'étude que les jeunes ont effectué en plus par rapport à leur père est de 3,2 ans. Ce nombre, qui est de 3,3 ans lorsque le père n'a aucun niveau d'instruction, passe à 4,2 années quand le père a fait le primaire et

décroît quand le niveau d'instruction du père augmente.

Cette tendance ascendante du niveau de scolarisation est presque identique suivant le sexe ou le statut migratoire de l'enfant. Cependant, la mobilité scolaire semble beaucoup forte chez les migrants que chez les non migrants.

En effet, l'écart entre le nombre moyen d'années d'études des enfants migrants et non migrants et leur père est presque identique, est en moyenne de moins d'un an (soit 0,4 et 0,5 an).

On note que ce nombre est beaucoup plus élevé

chez leur père que leur chez mère.

Tableau 1.13: Table de mobilité scolaire, Mali, 2017

Niveau d'instruction du père	% de jeunes de 15 à 24 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 15 à 24 ans par rapport à leur père [1]	% de jeunes de 25 à 34 ans qui ont effectué un nombre d'années d'études supérieur ou égal à celui de leur père	Nombre d'années d'étude en plus des jeunes de 25 à 34 ans par rapport à leur père [1]
Aucun	100,0	3,3	100,0	1,7
Primaire	64,6	4,2	33,9	5,1
Secondaire	46,4	1,9	59,5	4,3
Supérieur	5,8	0,6	32,2	1,0
Mali	53,7	3,2	58,2	2,6

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

1.5.2. Mobilité intergénérationnelle

Il y a une forte reproduction sociale dans le secteur agricole où sur 100 agriculteurs, plus de 60 ont des parents agriculteurs. En effet 61,0% des enfants qui travaillent dans ce secteur, sont de la même branche que leur père et 69,7% sont sur la trace de leur mère.

Cependant, il existe un certain afflux des actifs issus des parents agricoles vers d'autres secteurs d'activité. A ce titre, 25,9% des personnes qui travaillent dans l'industrie, ont des mères qui ont plutôt exercé l'agriculture,

tandis que 18,2% parmi eux ont des pères paysans.

Enfin, il s'observe l'immobilité dans d'autres branches d'activité au profit de la branche agriculture. Environ 31,2% de la population en emploi dans le secteur industriel et 41,1% de ceux qui sont dans le commerce, travaillent dans les mêmes branches respectives de leur père. Mais, la reproduction sociale reste relativement importante dans les services, où 37,4% des enfants exercent dans le même secteur que leur père.

Tableau 1.14: Mobilité intergénérationnelle des secteurs d'activité entre le père/la mère et l'enfant de 15 ans et plus actifs occupés, Mali, 2017

Secteur d'activité des parents	Secteur d'activité					Effectif des enfants
	Primaire	Industrie	Commerce	Service	Total	
Père						
Agriculture	61,0	11,8	16,8	10,4	100,0	1 844 855
Industrie	18,2	31,2	20,7	30,0	100,0	68 848
Commerce	15,0	20,0	41,1	23,9	100,0	290 875
Service	12,4	25,5	24,7	37,4	100,0	456 768
Ensemble père	46,5	15,6	20,9	17,0	100,0	2 661 346
Mère						
Agriculture	69,7	9,8	13,3	7,3	100,0	1 283 937
Industrie	25,9	17,9	25,9	30,4	100,0	15 362
Commerce	22,2	18,7	36,3	22,8	100,0	385 369
Service	27,6	17,7	25,6	29,1	100,0	260 839
Ensemble mère	54,3	12,7	19,6	13,5	100,0	1 945 507

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Chapitre 2: Caractéristique et poids du secteur informel

Ce chapitre vise à décrire les conditions d'exercice des UPI notamment le type de local utilisé, la disponibilité des services de base, les caractéristiques de l'UPI, les caractéristiques des chefs des UPI etc. Il présente aussi la répartition des emplois dans le secteur informel, les motifs et les moyens de création des UPI de même que les raisons du choix du produit vendu ou du service offert par l'UPI.

2.1. Conditions d'activités dans le secteur informel

Le Tableau 2.1 donne les effectifs et la structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole. Les résultats montrent que c'est le secteur industrie et le secteur commerce avec respectivement 44,6% et 39,9% qui occupent plus la main d'œuvre. Le secteur des services occupe 15,5% de la main d'œuvre. Dans le secteur de l'industrie, les branches créant des UPI et utilisant une forte main d'œuvre sont la branche de fabrication regroupant 78,3% des UPI industrielle et utilisant 66,5% dans la main d'œuvre.

Quant au secteur du commerce, c'est le commerce du détail qui domine avec 76,6% des UPI et 60,5% de la main d'œuvre, suivi du commerce en gros (19,4% des UPI et 18,8% de la main d'œuvre). Enfin, dans le service des services, deux branches se dégagent : la branche Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc.) (57,7% des UPI et 58,6% de la main d'œuvre) et la branche d'activité d'hébergement et de restauration avec 10,6% des UPI et 11,9% de la main d'œuvre.

Tableau 2.1: Effectif et structure des CUPI et de la main d'œuvre dans le secteur informel non agricole, Mali, 2017

Branche d'activité	Effectif des chefs d'UPI	%	Effectif de la main d'œuvre	%
Activités extractives/mines	17 944	1,9	13 055	3,9
Activités de fabrication	199 360	20,7	99 714	29,7
Activités de production et distribution	1 191	0,1		0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	4 057	0,4	3 426	1,0
Activités de construction	32 136	3,3	33 700	10,0
Industrie	254 688	26,4	149 895	44,6
Commerce et réparation des pièces automobiles	21 855	2,3	27 738	8,2
Commerce de gros	107 837	11,2	25 233	7,5
Commerce de détail	425 409	44,1	81 201	24,2
Commerce	555 101	57,6	134 172	39,9
Activités de transport	13 266	1,4	2 645	0,8
Activités d'entreposage	1 671	0,2		0,0
Activités d'hébergement et de restauration	16 397	1,7	6 195	1,8
Activités de l'information et de communication	4 869	0,5	945	0,3
Activités immobiliers	832	0,1		0,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	3 131	0,3	1 446	0,4
Activités de services de soutien et de bureau	3 414	0,4	1 249	0,4
Enseignement	4 393	0,5	4 292	1,3
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	5 978	0,6	1 451	0,4
Activités artistiques, sportives et récréatives	6 880	0,7	3 380	1,0
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, , etc.	89 157	9,2	30 553	9,1
Activités spéciales des ménages	4 471	0,5		0,0
Services	154 459	16,0	52 156	15,5
Ensemble	964 249	100,0	336 223	100,0

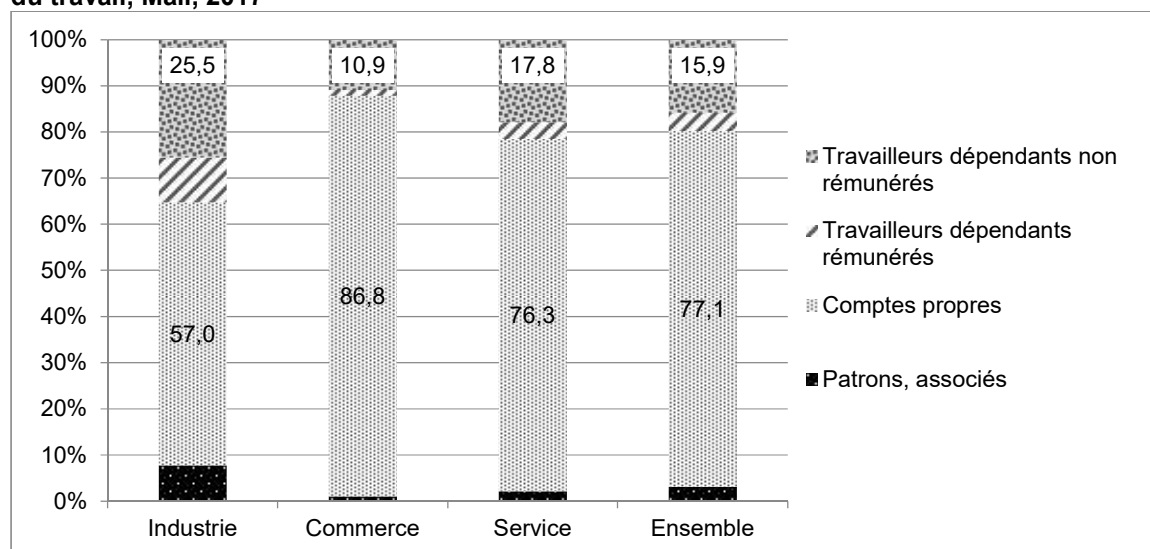
Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Les normes légales régissant la durée du travail n'ont pas cours dans le secteur informel. Ainsi, si un quart des actifs travaillent moins de 24 heures, ils sont près de la moitié à effectuer plus de 48 heures de travail par semaine. 86,8% des employés actifs dans le secteur du commerce travaillent pour leurs propres comptes, mais il s'agit à plus de 77,1% d'emplois précaires, travailleurs pour compte propre.

En fait, la rémunération moyenne cache d'importantes disparités. Elle est fortement

tributaire des revenus les plus élevés, et donc assez peu représentative de la situation réelle de la majorité des travailleurs du secteur informel. Ainsi, si les emplois des actifs occupés sont plus élevés pour compte propre et faible dans l'ensemble du point de vue : patron associé (moins 5%) et travailleurs dépendants non rémunérés (15,9%). Cela s'explique par le grand nombre d'aides familiaux et d'apprentis qui ne perçoivent aucune rémunération.

Graphique 2.1: Répartition (en %) des emplois des actifs occupés de 15 ans et plus sur le marché du travail, Mali, 2017



2.1.1. Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel

Le secteur informel se caractérise généralement par une grande précarité des conditions d'activité : locaux inadaptés, non accès aux principaux services publics (eau, électricité, téléphone). La présente enquête montre que la situation n'a pas changé. Les Unités de production Informelles fonctionnent dans des conditions d'hygiène déplorable. Selon les données du Tableau 2.2.

Dans l'ensemble, la plupart (85,8%) des UPI n'assure pas de formation en leur personnel, ou des formations sous forme d'apprentissages (10,3%).

On constate qu'en milieu urbain la proportion des UPI qui n'ont pas assuré de formation à leur personnel est plus élevée soit 90,4% contre 83,8% en milieu rural.

Tableau 2.2: Principal mode de formation du personnel dans le secteur informel

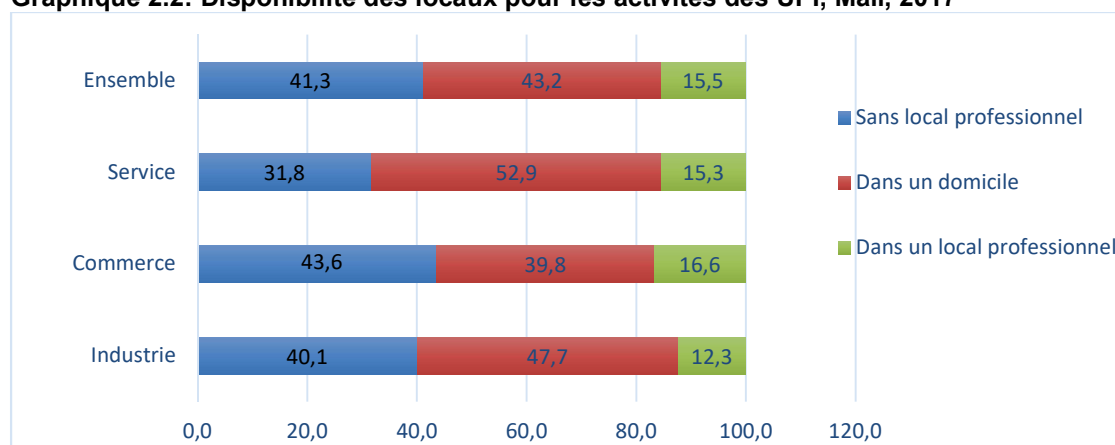
Milieu de résidence et secteur d'activité	Comment assurez-vous normalement la formation de votre personnel?					Effectif
	Pas de formation	Sur le tas	Ateliers de formation organisés	Apprentissage	Autre (à préciser)	
Bamako						
Industrie	92.8	2.5		4.7		28 627
Commerce	97.5	1.3		0.6	0.7	76 325
Service	94.3	3.7	2.0			24 125
Ensemble	95.8	2.0	0.4	1.4	0.4	129 077
Autres urbains						
Industrie	73.0	5.4	2.0	18.7	1.0	37 827
Commerce	92.5	1.1	0.1	5.0	1.3	108 285
Service	81.3	3.9		11.1	3.7	29 200
Ensemble	86.4	2.5	0.5	8.9	1.6	175 311
Urbain						
Industrie	81.5	4.1	1.1	12.7	0.5	66 454
Commerce	94.6	1.2	0.1	3.1	1.1	184 610
Service	87.2	3.8	0.9	6.1	2.0	53 325
Ensemble	90.4	2.3	0.5	5.7	1.1	304 388
Rural						
Industrie	78.8	1.5	0.9	16.4	2.3	191 382
Commerce	86.9	2.1	0.4	10.3	0.3	375 789
Service	81.5	1.6	0.8	12.4	3.7	103 644
Ensemble	83.8	1.9	0.6	12.4	1.4	670 815
Ensemble						
Industrie	79.5	2.2	0.9	15.5	1.9	257 836
Commerce	89.4	1.8	0.3	7.9	0.6	560 399
Service	83.5	2.3	0.9	10.2	3.1	156 968
Ensemble	85.8	2.0	0.5	10.3	1.3	975 203

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Les activités informelles sont plus tournées vers les secteurs de circulation des biens (40% des UPI exercent dans la branche "commerce") sans local professionnel, les deux autres secteurs se partageant également le complément (plus 35%

pour les UPI industrielles et 26% pour les UPI de services). Le secteur informel se caractérise par une grande précarité des conditions d'activité : moins de 22% des UPI disposent d'un local spécifique pour leur activité.

Graphique 2.2: Disponibilité des locaux pour les activités des UPI, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.2. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

2.2.1. Organisation du travail dans le secteur informel

Quatre formes d'organisation du travail des UPI sont mises en évidence dans cette étude : l'auto-emploi où la main-d'œuvre est constituée uniquement de travailleurs à compte propre et des associés ; la forme non-salariale qui n'emploie aucun salarié ; la forme salariale pour laquelle la main-d'œuvre est constituée uniquement de salariés (le dirigeant mis à part) et enfin la forme mixte qui comprend au moins un salarié et un non salarié parmi les emplois dépendants de l'UPI.

Dans l'organisation du travail, les UPI ont recours à l'auto-emploi, à l'emploi salarial, à l'emploi non salarial ou à une combinaison mixte (salarial et non salarial). Ainsi, les UPI de l'auto-emploi sont de loin les plus nombreuses aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural.

A l'échelle nationale, l'auto-emploi concerne 74,2% des UPI, contre 83,4% à Bamako, 66,9% dans les autres milieux urbains et 74,7% pour le milieu rural.

L'emploi non salarial constitué des apprentis et des aides familiaux est également très fréquent, en particulier dans les autres centres urbains (19,6%) et en milieu rural (16,7%). A l'échelle nationale, cet emploi caractérise 16,1% des UPI

alors qu'il ne représente que 6,8% des UPI à Bamako. L'emploi salarial, avec une proportion de 9,0% arrive en deuxième position après l'auto-emploi pour les UPI de la capitale.

La proportion des UPI utilisant une combinaison mixte d'emploi salarial et non salarial est faible (2,7% pour l'ensemble). Ainsi, pour la plupart des cas, la présence d'employés non-salariés exempte les chefs d'UPI à avoir recours à du personnel rémunéré.

Pour les UPI de la capitale, le taux de scolarisation est de 9,0% contre 9,6% pour les autres milieux urbains. Dans l'ensemble le taux de scolarisation du personnel des UPI est de 7,0%.

Tableau 2.3: Organisation du travail suivant le secteur et la branche d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Taux de salarisation	Combinaison du travail				Total	Effectif
		Auto emploi	Non salariale	Salariale	Mixte		
Bamako							
Industrie	19,8	69,4	10,5	19,8	0,3	100,0	41 264
Commerce	2,3	91,2	5,2	2,3	1,4	100,0	83 215
Service	12,7	81,2	6,2	12,7		100,0	29 723
Ensemble	9,0	83,4	6,8	9,0	0,8	100,0	154 202
Autres urbains							
Industrie	19,4	49,5	25,0	19,4	6,1	100,0	76 373
Commerce	4,7	76,5	15,3	4,7	3,6	100,0	141 213
Service	8,5	66,2	24,3	8,5	1,1	100,0	44 118
Ensemble	9,6	66,9	19,6	9,6	3,9	100,0	261 704
Ens. urbain							
Industrie	19,5	56,5	19,9	19,5	4,1	100,0	117 637
Commerce	3,8	81,9	11,5	3,8	2,8	100,0	224 427
Service	10,2	72,2	17,0	10,2	0,6	100,0	73 842
Ensemble	9,4	73,0	14,9	9,4	2,7	100,0	415 906
Rural							
Industrie	11,1	65,6	18,6	11,1	4,6	100,0	286 833
Commerce	3,0	79,9	16,0	3,0	1,1	100,0	464 646
Service	4,6	76,2	14,8	4,6	4,4	100,0	132 774
Ensemble	5,9	74,7	16,7	5,9	2,7	100,0	884 254
Ensemble							
Industrie	13,6	63,0	19,0	13,6	4,5	100,0	404 470
Commerce	3,3	80,6	14,6	3,3	1,6	100,0	689 074
Service	6,6	74,8	15,6	6,6	3,1	100,0	206 616
Ensemble	7,0	74,2	16,1	7,0	2,7	100,0	1 300 160

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.2.2. Caractéristiques des emplois dans le secteur informel

La moyenne d'âge des actifs occupés dans le secteur informel est de 36,5 ans. Ces derniers ont travaillé en moyenne 8 années dans les UPI. Ainsi, 3,4% d'entre eux ont moins de 15 ans et 20,3% d'entre eux ont moins de 25 ans. Quatre

actifs occupés dans le secteur informel sont des femmes (41,4%). Le nombre moyen d'années d'études réussies est 2 ans.

Tableau 2.4: Caractéristiques des actifs occupés dans le secteur informel selon la zone et le secteur d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	% de jeunes de moins de 15 ans	% de jeunes de moins de 25 ans	% de femmes	Ancienneté Moyenne dans l'emploi en année	Age moyen des actifs en année	Durée moyenne d'année d'études réussies
Bamako						
Industrie	0.0	18.5	41.3	8.1	35.2	3.7
Commerce	0.7	16.2	63.9	7.4	38.3	3.5
Service	2.3	16.7	46.5	8.9	35.2	4.1
Ensemble	0.8	16.9	54.5	7.9	36.9	3.7
Autres urbains						
Industrie	5.8	33.9	26.4	7.5	31.6	2.6
Commerce	2.4	20.5	51.2	8.0	37.6	2.6
Service	4.2	36.0	46.8	6.8	32.5	4.3
Ensemble	3.7	27.0	43.2	7.7	35.0	2.9
Ens. urbain						
Industrie	3.8	28.5	31.6	7.7	32.9	3.0
Commerce	1.8	18.9	55.9	7.8	37.8	3.0
Service	3.4	28.2	46.7	7.7	33.6	4.2
Ensemble	2.6	23.3	47.4	7.7	35.7	3.2
Rural						
Industrie	5.0	21.4	26.4	9.8	36.2	1.3
Commerce	3.8	17.8	48.6	7.7	36.8	1.6
Service	1.2	17.1	29.3	7.7	38.8	1.3
Ensemble	3.8	18.9	38.5	8.4	36.9	1.5
Ensemble						
Industrie	4.6	23.5	27.9	9.2	35.3	1.8
Commerce	3.1	18.2	51.0	7.7	37.1	2.0
Service	2.0	21.1	35.5	7.7	36.9	2.4
Ensemble	3.4	20.3	41.4	8.2	36.5	2.0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.2.3. Rémunération et horaire de travail dans le secteur informel

Le Tableau 2.5 présente les niveaux de rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité. Le revenu mensuel moyen de la population en emploi dans le secteur informel est de 40 515 FCFA. Le revenu mensuel moyen est plus élevé dans le secteur d'activités du commerce », soit 46 986 FCFA et plus faible dans le secteur industriel, soit 29 145 FCFA.

Selon le milieu de résidence, le revenu mensuel moyen est plus élevé en milieu urbain (58 057 FCFA contre 32 220 FCFA).

Les hommes ont un revenu mensuel plus élevé que pour les femmes (53 203 FCFA contre 21 925 FCFA pour le revenu moyen des femmes).

La population en emploi dans le secteur informel ayant un niveau d'instruction secondaire ou ayant appris leur métier dans un cadre formel (école technique ou professionnelle) sont ceux qui ont un revenu mensuel moyen le plus élevé (58 258 FCFA et 55 062 FCFA respectivement).

Le nombre moyen d'heures travaillées dans le mois par les actifs occupés dans le secteur informel est de 235 heures, soit une moyenne journalière (samedi et dimanche compris) de 8 heures environ. Ce nombre d'heures est plus élevé en milieu urbain (environ 250 heures par mois), chez les hommes (environ 252 heures par mois) et plus élevé dans le secteur du commerce (environ 244 heures par mois).

Tableau 2.5: Rémunérations et horaires de travail dans le secteur informel par milieu de résidence et secteur d'activité, Mali, 2017

Caractéristiques socioéconomiques	Revenu Mensuel (en FCFA)	Horaire Hebdomadaire	Revenu horaire (en FCFA)
Bamako			
Industrie	72 748	57.87	313
Commerce	49 249	63.17	196
Service	71 759	56.97	378
Ensemble	59 906	60.55	263
Autres urbains			
Industrie	31 703	58.02	143
Commerce	75 501	58.67	332
Service	41 355	51.03	185
Ensemble	56 971	57.2	252
Ens. Urbain			
Industrie	46 087	57.97	203
Commerce	65 808	60.33	282
Service	53 607	53.42	263
Ensemble	58 057	58.44	256
Rural			
Industrie	22 190	51.59	104
Commerce	37 905	55.46	172
Service	34 067	49.33	179
Ensemble	32 221	53.31	151
Ensemble			
Industrie	29 145	53.44	133
Commerce	46 986	57.05	207
Service	41 219	50.83	210
Ensemble	40 515	54.95	184
Sexe			
Masculin	53 203	58.91	231
Féminin	21 925	49.16	115
Niveau d'éducation			
Aucun	36 810	53.77	172
Primaire	40 780	56.88	171
Secondaire	58 258	57.54	269
Supérieur	40 462	58.57	145
Dans un cadre formel	55 062	62.44	226
Autres modes de formation	39 842	54.61	182

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.3. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

Le bon fonctionnement d'une entreprise dépend non seulement de la qualité de sa main d'œuvre, mais sur de celle du capital. Si la section va présenter la composition du capital de la main d'œuvre et le montant des investissements réalisés.

2.3.1. Dotation et structure du capital

Le secteur informel est caractérisé par la faiblesse ou l'absence de capital dans le processus de production.

Dans l'ensemble, le capital ou le patrimoine du secteur informel est composé des motos qui constituent 25,3% du capital, des machines qui

(20,3%), des véhicules professionnels (18,7%), des terrains (14,6%) et local (11,6%).

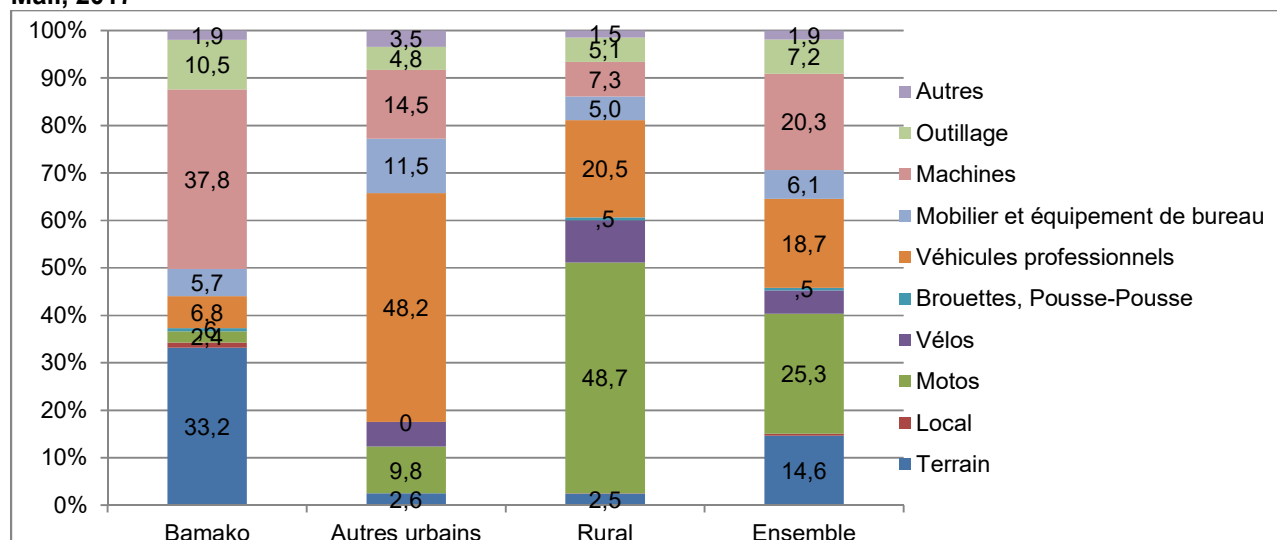
La proportion d'UPI sans capital varie d'une branche d'activité à l'autre, très faible dans le local et Vélo et plus élevée dans le domaine de

terrain et véhicule. Elle concerne surtout la branche commerce.

Pour la quasi-totalité des milieux étudiés, c'est dans le secteur des services que les machines

et véhicules constituent la part la plus importante du capital. Dans l'ensemble, les équipements sont acquis à l'état neuf.

Graphique 2.3: Structure du capital du secteur informel selon le secteur et la branche d'activité, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Concernant le montant évalué en FCFA du capital investi par les UPI, une part importante du capital (49 %) des UPI se trouve au niveau du secteur du commerce suivi de l'industrie avec 27,9 % et 23,1 % pour le service.

S'agissant de l'analyse du milieu de résidence et le secteur d'activité, le commerce détient la plus grande valeur à l'acquisition (en FCFA) quel que

soit le milieu de résidence et le secteur d'activité considérée. Cette part est plus élevée en milieu rural que les autres milieux (Bamako et autres urbains).

La valeur à l'acquisition (en FCFA) des services est relativement faible dans les autres milieux excepté le district de Bamako où la valeur de l'acquisition des services est plus élevée que le commerce.

Tableau 2.6: Montant (en millions de FCFA) du capital investi par les UPI selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2016

Milieu de résidence et secteur d'activité	Valeur actuelle du capital	pourcentage	Effectif
Bamako			
Industrie	4 593,9	4.6	82 529
Commerce	11 050,4	11.1	82 857
Service	6 976,7	7.0	39 864
Ensemble	22 621,0	22.6	205 250
Autres urbains			
Industrie	5 442,6	5.4	86 155
Commerce	11 781,9	11.8	79 641
Service	3 672,8	3.7	33 474
Ensemble	20 897,4	20.9	199 270
Rural			
Industrie	17 788,4	17.8	298 419
Commerce	26 148,1	26.2	274 662
Service	12 443,0	12.5	134 642
Ensemble	56 379,5	56.4	707 724
Ensemble			
Industrie	27 825,0	27.9	467 103
Commerce	48 980,5	49.0	437 160
Service	23 092,5	23.1	207 980
Ensemble	99 897,9	100.0	1 112 244

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.3.2. Investissement dans le secteur informel

Dans toute entreprise, l'acquisition des équipements constitue un investissement important. Au Mali, l'investissement du capital des UPI est principalement orienté vers l'achat des motos (34,1%), l'acquisition des machines (22,6%), l'acquisition de l'outillage et d'autres petits matériels (13,2%).

Cette tendance est respectée en milieu rural et dans les autres villes urbaines. Dans le district de

Bamako, la priorité des investissements est également consacrée à l'achat des motos (34,1%) et des machines (31,0 %) suivi des mobiliers et équipement de bureau (22,3 %). Cependant, il faut noter qu'en milieu rural, les UPI investissent plus (100 %) dans l'acquisition du local et 34,1 % dans les brouettes et pousse-pousse.

Tableau 2.7: Montant (en millions de F CFA) et structure (en %) du capital investi par les UPI en 2017, Mali

Milieu de résidence et type d'équipement	Valeur à l'acquisition			Effectif
	Montant	Pourcentage	Pourcentage de l'ensemble	
Bamako				
Motos	88,5	34,1	1,2	596,0
brouettes/poussepousse	12,0	4,6	0,1	986,0
Mobilier et équipement de bureau	57,8	22,3	0,8	5 219,0
Machines	80,3	31,0	1,1	887,0
Outillage	16,0	6,2	0,2	17 910,0
Autres	4,9	1,9	0,1	3 172,0
Total	259,5	100,0	3,4	28 769,0
Autres urbains				
Local	0,7	0,1	0,0	59,0
Motos	595,0	62,8	7,8	3 656,0
Brouettes, Pousse-Pousse	8,3	0,9	0,1	582,0
Mobilier et équipement de bureau	0,7	0,1	0,0	373,0
Machines	220,2	23,2	2,9	1 318,0
Outillage	122,4	12,9	1,6	15 302,0
Autres	0,2	0,0	0,0	111,0
Total	947,5	100,0	12,4	21 400,0
Rural	0,0	0,0	0,0	0,0
Terrain	1 738,6	0,2	12,4	1 291,0
Local	270,7	100,0	22,7	2 503,0
Motos	1 920,2	22,7	3,5	9 875,0
Vélo	3,7	3,6	25,1	368,0
Brouettes, Pousse-Pousse	40,5	34,1	0,0	5 188,0
Mobilier et équipement de bureau	147,9	0,0	0,5	13 422,0
Machines	1 430,7	0,8	1,9	8 655,0
Outillage	871,6	2,7	18,7	66 219,0
Autres	14,6	22,6	11,4	4 059,0
Total	6 438,6	13,2	0,2	111 579,0
Ensemble	0,0	0,0	0,0	0,0
Terrain	1 738,6	22,7	84,2	1 291,0
Local	271,5	3,6	22,7	2 561,0
Motos	2 603,7	34,1	3,6	14 126,0
Vélo	3,7	0,0	34,1	368,0
Brouettes, Pousse-Pousse	60,8	0,8	0,0	6 757,0
Mobilier et équipement de bureau	206,4	2,7	0,8	19 014,0
Machines	1 731,2	22,6	2,7	10 860,0
Outillage	1 010,1	13,2	22,6	99 431,0
Autres	19,7	0,3	13,2	7 342,0
Total	7 645,5	100,0	0,3	161 749,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.4. Production, insertion et concurrence dans le secteur informel

2.4.1. Performance économique

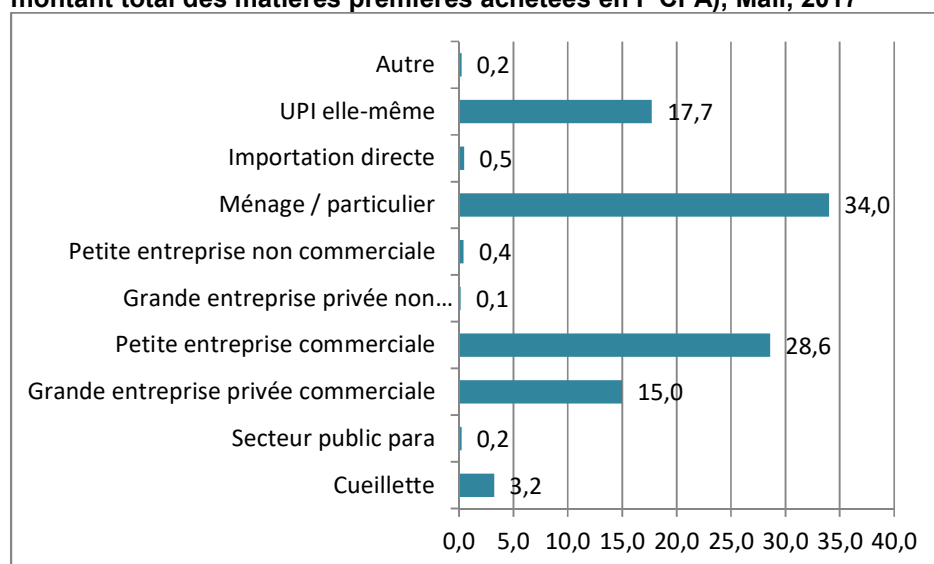
Le revenu mixte, qui mesure le bénéfice généré, en 2017 l'ensemble des UPI ont généré plus de 2 938 milliard de bénéfice dans l'année.

Les UPI du secteur des services, bien qu'ayant le niveau de production le plus bas, ont accumulé une valeur ajoutée annuelle acceptable avec une moyenne annuelle qui s'élève à plus de 176 milliards de FCFA.

Contrairement aux deux autres secteurs, le secteur du commerce a le niveau de production le plus élevé avec un bénéfice total annuel le plus élevé (2 515 Milliard et plus).

Quant au secteur de l'industrie, il réalise une valeur ajoutée annuelle de 353 931 991 501 FCFA contre 2 675 742 246 327 FCFA pour le secteur du commerce.

Graphique 2.4: Origine des matières premières consommées par le secteur informel (En valeur du montant total des matières premières achetées en F CFA), Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Suivant le milieu de résidence, la contribution du milieu rural à chacun de ces agrégats économiques est plus importante que celle du milieu urbain. Cette forte contribution du milieu rural est liée au fait qu'il occupe plus de la moitié de l'ensemble des UPI.

Il est important de signaler que les données sur l'activité économique ont été collectées pour chaque UPI par rapport à une période de référence qui était le dernier mois d'activités,

avant le passage de l'agent enquêteur dans l'UPI. Mais, l'analyse de la performance du secteur informel a été faite sur la base annuelle ci-dessus présentée en prenant en compte le nombre de mois d'activités de l'UPI et en émettant certaines hypothèses. Ceci étant, l'examen de la structure du chiffre d'affaires, de la production et de la valeur ajoutée sur la base mensuelle donne des tendances similaires à celles obtenues sur la base annuelle.

Tableau 2.8: Principaux agrégats du secteur informel (en million de fcfa) suivant le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Chiffre affaire annuel	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Revenu mixte annuel
Bamako				
Industrie	124 781,3	107 808,4	95 464,7	83 028,8
Commerce	542 701,8	487 984,0	484 447,2	459 347,2
Service	84 192,2	77 039,1	67 058,5	58 140,3
Total	751 675,3	672 831,5	646 970,4	600 516,3
Autres urbains				
Industrie	62 540,8	58 603,9	52 332,2	36 522,0
Commerce	725 722,6	647 942,7	629 950,4	591 104,7
Service	43 833,7	43 308,5	37 932,4	25 942,1
Total	832 097,1	749 855,1	720 215,0	653 568,9
Rural				
Industrie	275 400,5	246 412,1	206 135,1	174 409,0
Commerce	1 759 273,6	1 577 891,1	1 561 344,6	1 464 842,4
Service	82 967,9	75 676,5	71 963,5	45 474,3
Total	2 117 642,1	1 899 979,7	1 839 443,2	1 684 725,7
Ensemble				
Industrie	462 722,6	412 824,4	353 932,0	293 959,8
Commerce	3 027 698,0	2 713 817,7	2 675 742,2	2 515 294,4
Service	210 993,8	196 024,1	176 954,3	129 556,7
Total	3 701 414,5	3 322 666,2	3 206 628,6	2 938 810,9
Contribution des secteurs d'activité et du milieu de résidence				
Bamako	20,3	20,2	20,2	20,4
Autres urbains	22,5	22,6	22,5	22,2
Rural	57,2	57,2	57,4	57,3
Industrie	12,5	12,4	11,0	10,0
Commerce	81,8	81,7	83,4	85,6
Service	5,7	5,9	5,5	4,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.4.2. Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne et leur inégalité

Les déciles de la valeur ajoutée annuelle moyenne montrent une certaine hétérogénéité du secteur informel en termes de création de richesse. Pour l'ensemble des UPI, la moyenne annuelle de la valeur ajoutée s'élève à 3 295 831,8 FCFA. Afin de classer les UPI selon le niveau du décile, cette valeur moyenne sera considérée comme le seuil de création de richesse pour une UPI.

Ainsi, partant de cette hypothèse, les UPI qui sont plus créatrices de richesse se trouvent dans les deux derniers déciles (Tableau 2.9). Malgré le nombre réduit des UPI qui se trouvent dans les

deux derniers (16,1%), leur part dans la valeur ajoutée annuelle totale s'élève à 87,5%.

Par ailleurs, l'utilisation l'indice de Gini a permis de mesurer l'inégalité au niveau de la valeur ajoutée. La valeur du Gini (0,83) calculée à partir des déciles de la valeur ajoutée annuelle paraît très élevée, elle confirme qu'au Mali, le secteur informel est très inégalitaire. En effet, les différences entre les déciles de la valeur ajoutée annuelle moyenne sont considérables. Les plus riches (dernier décile) ont une valeur ajoutée annuelle moyenne de 25 036 801 FCFA, mille fois plus élevée que le premier décile (249 201 FCFA).

Tableau 2.9: Distribution par décile de la valeur ajoutée annuelle moyenne (en milliers de F CFA) et leur inégalité

Déciles de la valeur ajoutée	Valeur ajoutée annuelle moyenne	% Valeur ajoutée annuelle	Indice de Gini
10% les plus faibles	24 920	0,10	0,30
2 ^{ème} décile	70 744	0,20	0,12
3 ^{ème} décile	142 671	0,40	0,11
4 ^{ème} décile	242 354	0,70	0,07
5 ^{ème} décile	402 415	1,20	0,08
6 ^{ème} décile	616 440	1,90	0,08
7 ^{ème} décile	941 003	2,90	0,07
8 ^{ème} décile	1 675 483	5,10	0,12
9 ^{ème} décile	3 799 918	11,50	0,16
10% les plus riches	25 036 801	76,00	0,49
Total	3 295 832	100,00	0,83

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.4.3. Décomposition de la valeur ajoutée

Le Tableau 2.10 donne les informations sur les valeurs annuelles de la valeur ajoutée, du coût de la production et du bénéfice généré par les UPI.

La décomposition de cette valeur ajoutée annuelle suivant le bénéfice généré par les UPI et les coûts énumérés ci-dessous révèle que 8,2% de cette valeur est affectée à la rémunération des employés, 0,1% aux impôts, taxes et autres frais et 91,6% à l'excédent brut d'exploitation (bénéfices).

Dans les secteurs des services et de l'industrie, les impôts, taxes et autres frais et la rémunération du personnel ne représentent que respectivement 1,5% et 1,8% de la valeur ajoutée. Quant au secteur commerce, ils représentent 5% de la valeur ajoutée.

Concernant la production des biens et services au sein des UPI, elle nécessite la mobilisation des facteurs de production. Cette mobilisation s'accompagne de la consommation intermédiaire qui désigne la valeur des biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production, de la masse salariale versée aux

employés, des impôts et taxes payés par les UPI. Les coûts supportés par une UPI pour faire la production sont la rémunération du personnel, les impôts et taxes et les autres charges.

La masse salariale annuelle versée par les patrons des UPI aux employés est d'environ 265 milliards FCFA. Le secteur du commerce, lui seul occupe 59,8% de l'ensemble de la masse salariale versée, le reste est occupé par les secteurs de l'industrie et des services avec respectivement 22,4% et 17,8%. Par rapport aux activités des UPI, se sont les activités de commerce de détail (42,8%), les activités de fabrication (17,1%), les activités de commerce de gros (14%) et les autres activités des services (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques) qui occupent les parts les plus importantes de la masse salariale.

Concernant les impôts versés annuellement, la contribution du secteur informel à l'économie est très faible. Par an, les UPI payent environ 3,6 milliards d'impôts et taxes. Plus de deux tiers (70,3%) du montant total des impôts et taxes payés provient du secteur du commerce, 19, 3% de l'industrie et 10,4% des services

Tableau 2.10: Structure par secteur et branche d'activité de la production et des coûts du secteur informel, Mali, 2017

Branches d'activité	Structure par branche(%)				Décomposition de la valeur ajoutée(%)		
	Chiffre d'affaire	Production	Valeur ajoutée	Taux de valeur ajoutée (%)	Revenu mixte	Masse salarial	Impôts/taxes
Activités extractives/mines	1,4	1,3	1,3	79,7	90,2	9,7	0,1
Activités de fabrication	9,5	9,5	8,0	73,3	82,2	17,5	0,2
Activités de production et distribution	0,0	0,0	0,0	96,0	27,5	72,5	0,0
Activités de production et distribution d'eau, assainissement et traitement de déchets	0,1	0,1	0,1	94,1	82,2	17,8	0,0
Activités de construction	1,5	1,6	1,6	93,1	82,2	17,7	0,0
Commerce et réparation des pièces automobiles	3,8	4,0	4,1	93,9	93,8	6,0	0,2
Commerce de gros	20,3	19,2	19,8	84,7	94,1	5,8	0,1
Commerce de détail	57,8	58,5	59,5	89,3	94,0	5,9	0,1
Activités de transport	0,3	0,3	0,3	90,4	60,5	38,7	0,7
Activités d'entreposage	0,0	0,0	0,0	100,0	100,0	0,0	0,0
Activités d'hébergement et de restauration	1,4	1,5	1,4	84,9	90,2	9,8	0,1
Activités de l'information et de communication	1,3	1,2	1,2	83,9	86,5	13,2	0,3
Activités immobiliers	0,2	0,2	0,2	100,0	99,5	0,5	0,0
Activités spécialisés, scientifiques et techniques	0,1	0,1	0,0	8,4	55,6	44,1	0,3
Activités de services de soutien et de bureau	0,1	0,1	0,1	84,1	50,3	49,4	0,2
Enseignement	0,1	0,1	0,1	99,6	54,7	45,3	0,0
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	0,1	0,2	0,2	97,8	67,3	32,6	0,1
Activités artistiques, sportives et récréatives	0,2	0,2	0,2	98,7	81,0	18,8	0,2
Autres activités des services nca (tailleurs, pressing, coiffure, réparations de biens domestiques, etc)	2,0	2,0	1,9	82,2	53,7	46,0	0,2
Activités spéciales des ménages	0,1	0,1	0,1	95,0	62,6	37,4	0,0
Total	100,0	100,0	100,0	86,6	91,6	8,2	0,1

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Les facteurs de production sont les éléments importants et nécessaires à la production des biens et services. Il s'agit du travail et du capital. La productivité des facteurs est le rapport entre la production et les quantités de facteurs nécessaires à cette production. Certains indicateurs à l'instar du rapport valeur ajoutée par unité de facteur permettent de mesurer la productivité desdits facteurs dans un secteur donné.

Le Tableau 2.11 montre que le travail fourni par un actif occupé du secteur informel rapporte par mois environ 222 894 FCFA à l'UPI. La productivité du travail est plus élevée dans le secteur du commerce (323 855 FCFA).

Selon le milieu, la productivité du travail pour un actif dans le district de Bamako est environ 1,8 fois plus élevée que celle du milieu rural et 1,3 fois plus grande que celle des autres villes urbaines. Concernant la productivité du travail, en termes du nombre d'heures, une heure de travail effectuée par un actif occupé du secteur informel génère 912 FCFA de valeur ajoutée. Dans le secteur du commerce, l'heure de travail crée plus de richesse (1 298 FCFA) que les secteurs de l'industrie (403 FCFA) et des services (362 FCFA).

Tableau 2.11: Indicateurs de la productivité des facteurs de production dans le secteur informel, Mali, 2017

		VA/L (En FCFA/Mois)	VA/K (En FCFA/ unité de capital)	VA/H (En FCFA /nombre d'heure de travail dans le mois)
Bamako	Industrie	222 616	690	871
	Commerce	436 671	473	1 670
	Service	170 502	1 052	742
	Total	338 967	641	1 318
Autres urbains	Industrie	67 849	58	294
	Commerce	374 551	1 476	1 468
	Service	92 191	123	428
	Total	261 522	764	1 043
Rural	Industrie	76 034	113	353
	Commerce	286 122	179	1 173
	Service	50 314	228	252
	Total	190 123	168	798
Ensemble	Industrie	91 340	199	403
	Commerce	323 855	477	1 298
	Service	77 032	349	362
	Total	222 894	363	912

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT
VA : valeur ajoutée. L : nombre de travailleurs. H : nombre d'heures de travail par mois.
K : valeur du capital au coût de remplacement.
VA/L est exprimée en FCFA/travailleur. VA/H : est exprimée en FCFA/heure.
VA/K est exprimée en unité de capital.

2.5. Secteur informel et l'Etat

Tout entreprise dès sa création doit remplir certaines formalités, notamment se faire enregistrer dans les registres administratifs, obtenir le numéro d'identification fiscal et faire enregistrer leur personnel à la sécurité sociale.

Le secteur informel est défini comme l'ensemble des unités de production (UPI) dépourvues d'un numéro d'enregistrement administratif et/ou de comptabilité écrite formelle.

2.5.1. Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs

Pour le promoteur d'une unité de production, l'Etat devient un partenaire institutionnel lorsqu'il est affilié au niveau des différents types de registres. Il s'agit notamment du registre du commerce, du numéro d'identification Fiscal (NIF) et de l'INPS.

Pour mesurer le niveau d'enregistrement dans les registres administratifs, il a été demandé aux chefs d'UPI si l'unité est enregistrée à l'une des dispositions formelles citées ci-dessus.

Au Mali, 94,8% des UPI n'ont pas de numéro de contribuable, ne sont pas inscrites dans le registre de commerce et ne sont pas affiliées à l'INPS. Seulement 3,3% des UPI sont enregistrées dans au moins un registre contre 1,9% dans au moins deux registres. Parmi les trois types de registres administratifs, la proportion d'UPI qui a un Numéro d'Identification Fiscal est très faible (2,9%) et l'affiliation à l'INPS est presque inexistante (0,8%).

Tableau 2.12: Situation de l'inscription des UPI dans les registres administratifs selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017

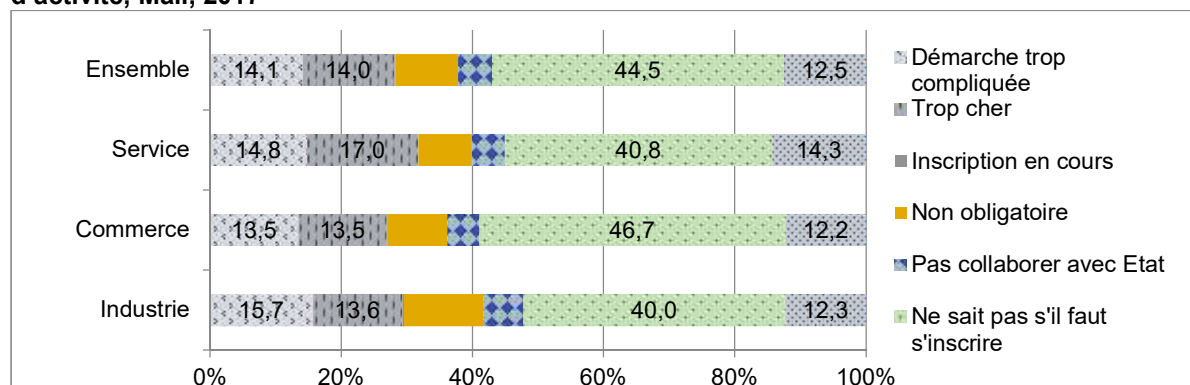
Milieu de résidence et secteur d'activité	% UPI avec NIF	% UPI avec RC	% UPI avec N° INPS	Situation de l'inscription dans les registres administratifs			Total	Effectif
				Enregistré dans aucun registre	Enregistré dans un registre	Enregistré dans au moins deux registres		
Bamako								
Industrie	9.5	7.2	0.4	90.3	2.7	7.0	100,0	28 627
Commerce	5.0	3.0	1.1	94.5	2.5	3.0	100,0	76 152
Service	7.1	9.0	0.0	88.3	7.2	4.5	100,0	24 125
Ensemble	6.4	5.0	0.8	92.4	3.4	4.1	100,0	128 904
Autres urbains								
Industrie	6.0	4.1	2.9	93.6	1.2	5.2	100,0	37 827
Commerce	3.3	7.2	1.4	91.8	5.7	2.5	100,0	108 285
Service	3.9	3.9	0.4	92.5	6.8	0.7	100,0	29 200
Ensemble	4.0	6.0	1.5	92.3	4.9	2.8	100,0	175 311
Rural								
Industrie	3.2	4.9	0.8	94.2	3.6	2.3	100,0	191 639
Commerce	1.7	3.3	0.5	95.9	3.1	1.0	100,0	375 789
Service	0.5	0.5	0.5	99.5		0.5	100,0	103 644
Ensemble	1.9	3.3	0.6	96,0	2.8	1.3	100,0	671 072
Ensemble								
Industrie	4.3	5.0	1.0	93.7	3.1	3.2	100,0	258 093
Commerce	2.5	4.0	0.8	94.9	3.5	1.5	100,0	560 226
Service	2.2	2.5	0.4	96.5	2.4	1.2	100,0	156 968
Ensemble	2.9	4.0	0.8	94.8	3.3	1.9	100,0	975 287

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Si le secteur informel exerce son activité en dehors des réglementations publiques, ce n'est pas en général par volonté délibérée d'y échapper mais du fait de l'inadaptation des procédures en vigueur. D'ailleurs un nombre important d'Unités de Production Informelle (UPI) seraient prêtent à s'enregistrer et même à payer des impôts, pour peu qu'un contrat clair soit passé avec les

autorités, dans le cadre d'une administration de proximité afin que les impôts collectés servent effectivement (réhabilitation des infrastructures urbaines, santé, éducation). Cet ainsi que les raisons du non enregistrement au NIF des UPI dans l'ensemble (44,5% ne sait pas s'il faut s'inscrire avec 40,8%, dans les services 46,7% et 40% dans l'industrie).

Graphique 2.5: Les raisons du non enregistrement au NIF des UPI selon la zone et le secteur d'activité, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.5.2. Principal intérêt de se faire enregistrer

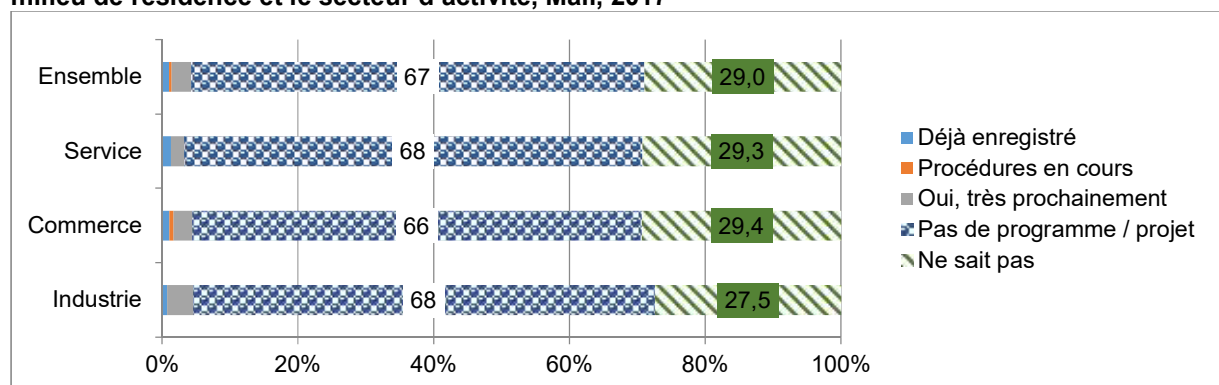
Face à cette situation, une question leur a été posée pour savoir si les chefs des UPI ont l'intention de faire enregistrer leurs UPI

En général, les entreprises du secteur informel ne souffrent pas des tracasseries administratives. L'Etat constitue un moindre mal, qui se situe très en deçà du rôle qu'il devrait jouer pour favoriser l'émergence d'activités plus productives. Plus l'activité est marginale, et plus il est probable qu'elle échappe totalement à la vigilance de l'Etat ; à la fois parce qu'elle peut plus facilement passer inaperçue, et parce que l'Etat relâche une pression administrative jugée trop coûteuse.

Dans la plupart des cas, le non enregistrement est une situation définitive, plus qu'un état transitoire s'inscrivant dans une marche longue et progressive vers la légalisation. Dans l'ensemble moins de 5% déjà enregistré avec une légère domination dans les services par rapport au commerce et l'industrie.

Les résultats (Graphique 2.6) suivant les intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif relève que, 67% des CUPI n'ont pas fait de programme ou ne savent pas. Cette situation est identique pour le secteur de l'industrie et le secteur de service (68%) et se situe à 66 dans le commerce.

Graphique 2.6: Intentions générales des CUPI par rapport à l'enregistrement administratif selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

L'une des difficultés auxquelles sont confrontées les entreprises tant du formel que l'informel est le financement de leurs activités. L'accès au crédit fait partie des paramètres essentiels de toute unité de productions qu'elle soit informelle ou formelle. Est-ce suffisant pour inciter les unités de productions à se faire enregistrer ?

Dans l'ensemble, 19,4% des chefs d'UPI déclarent l'accès au crédit comme le principal intérêt de se faire enregistrer (Tableau 2.13). Dans le district de Bamako et les autres villes urbaines, la proportion est plus élevée au niveau du secteur de l'industrie avec respectivement 37,8% et 24,1%. Par contre dans le milieu rural

c'est dans le secteur du service où la proportion s'élève à 35%.

Quant à l'accès au meilleur emplacement sur le marché, il est plus évoqué par les UPI du secteur des services (19,6%) dans le district de Bamako que dans les autres villes urbaines et en milieu rural.

Tableau 2.13: Principal intérêt selon les UPI de se faire enregistrer selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	A votre avis, quel est le principal intérêt de se faire enregistrer ?							Total	Effectif
	Accès au crédit	Accès au meilleur emplacement sur le marché	Vente de produits aux grandes sociétés	Publicité	Aucun intérêt	Autre	Ne sait pas		
Bamako									
Industrie	37,8	1,9	0,0	0,0	2,2	0,0	58,1	100,0	6 599
Commerce	14,0	3,2	1,9	0,0	11,4	0,0	69,4	100,0	18 522
Service	24,1	19,6	8,6	0,0	1,3	0,0	46,5	100,0	9 411
Ensemble	21,3	7,4	3,4	0,0	6,9	0,0	61,0	100,0	34 532
Autres urbains									
Industrie	24,1	3,6	0,0	4,8	7,1	4,2	56,2	100,0	6 641
Commerce	22,5	6,4	3,4	0,9	9,5	4,5	52,6	100,0	22 451
Service	22,8	1,0	1,2	7,8	14,5	12,8	39,9	100,0	5 661
Ensemble	22,9	5,0	2,4	2,8	9,9	5,8	51,3	100,0	34 753
Rural									
Industrie	12,5	6,6	2,9	6,8	10,0	1,3	59,9	100,0	38 735
Commerce	16,5	5,2	4,0	6,6	9,1	1,1	57,5	100,0	65 210
Service	34,9	0,0	0,0	0,0	10,0	2,9	52,1	100,0	17 681
Ensemble	17,9	4,9	3,1	5,7	9,5	1,4	57,5	100,0	121 626
Ensemble									
Industrie	17,2	5,7	2,1	5,7	8,6	1,5	59,2	100,0	51 975
Commerce	17,4	5,1	3,5	4,2	9,6	1,6	58,5	100,0	106 182
Service	29,7	5,8	2,7	1,3	8,3	3,8	48,4	100,0	32 753
Ensemble	19,4	5,4	3,0	4,1	9,1	2,0	57,0	100,0	190 911

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.5.3. Opinions générales par rapport à l'impôt

Du fait de leur caractère informel, la majorité des UPI ne contribuent pas à l'effort national de développement en payant leurs impôts. Au cours de l'enquête, la question a été posée aux chefs des UPI, s'ils sont favorables à la mise en place d'un impôt unique sur les activités du secteur informel

Le Tableau 2.14 donne la situation par rapport à l'adoption d'un tel impôt, 29,7% des chefs d'UPI ont déclaré qu'ils étaient favorables à payer un impôt pour la conduite de leur activité. Par contre, 52,5 n'étaient pas favorables.

Au niveau du milieu de résidence, très peu de chefs UPI (11,0%) sont favorables à payer l'impôt à Bamako contre 40,8% pour les autres centres urbains. Cette proportion est encore plus faible dans le secteur des industries (3,8%) à Bamako

Cependant, il faut noter que 17,8% des chefs d'UPI payent déjà l'impôt sur leurs activités. Cette proportion est un peu élevée chez le secteur du commerce par rapport aux autres secteurs (20,1% contre 14,4% pour le secteur de l'Industrie et 15,6% pour le secteur des services).

Tableau 2.14: Disposition générale des CUI à payer l'impôt sur leurs activités selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Seriez-vous prêt à payer des impôts sur votre activité ?				Effectif
	Je paie déjà	Oui	Non	Total	
Bamako					
Industrie	15,4	3,8	80,8	100,0	6 599
Commerce	24,6	8,2	67,2	100,0	18 522
Service	38,5	21,7	39,8	100,0	9 411
Ensemble	26,6	11,0	62,3	100,0	34 532
Autres urbains					
Industrie	23,7	43,3	33,1	100,0	6 641
Commerce	26,6	42,3	31,1	100,0	22 451
Service	5,3	32,0	62,7	100,0	5 661
Ensemble	22,6	40,8	36,6	100,0	34 753
Rural					
Industrie	12,6	31,3	56,1	100,0	38 735
Commerce	16,5	28,9	54,6	100,0	65 210
Service	6,7	43,8	49,5	100,0	17 681
Ensemble	13,8	31,8	54,3	100,0	121 626
Ensemble					
Industrie	14,4	29,4	56,3	100,0	51 975
Commerce	20,1	28,1	51,8	100,0	106 182
Service	15,6	35,4	49,0	100,0	32 753
Ensemble	17,8	29,7	52,5	100,0	190 911

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

2.6. Problèmes et perspectives

Le secteur informel rencontre d'importantes difficultés ou problèmes qui peuvent être regroupés en six blocs thématiques (économiques, managériales, techniques, gestion, cadre légal, autres). Ces blocs thématiques de problèmes résument autant d'aspects dont la prise en compte permet de mieux comprendre les orientations stratégiques des profils d'UPI analysés.

2.6.1. Principaux problèmes rencontrés par les UPI

Le manque de liquidité affecte fortement les conditions de production dans le secteur informel. Ainsi, un tiers des UPI a des problèmes d'approvisionnement en matières premières, 7,1% des UPI manquent d'énergie et 18,4% se plaignent du manque de machines ou d'équipements (dont 13,1% pour le secteur de l'industrie).

Les problèmes d'ordres techniques ou organisationnels jouent un rôle très secondaire,

et ne sont pas vécus par les producteurs informels comme une contrainte à leur développement. Ce résultat peut s'expliquer en partie par les expériences déjà acquises au fil des longues années d'exercices.

Les problèmes avec l'Etat (trop de réglementation, trop d'impôt), dont nous avons traité dans le chapitre précédent, sont très limités, puisque seuls 9% des chefs d'UPI s'en plaignent.

Tableau 2.15: Difficultés par rapport aux considérations d'ordre technique et légal selon le milieu de résidence et le secteur d'activité, Mali, 2017

Milieu de résidence et secteur d'activité	Difficultés techniques de fabrication	Manque de machine, d'équipements	Obsolescence des équipements	Problèmes d'énergie	Approvisionnement en matières premières	Trop de réglementation, d'impôts et de taxes
Bamako						
Industrie	36,2	37,7	0,0	6,0	23,6	1,9
Commerce	35,9	38,2	1,9	0,0	19,2	0,0
Service	15,5	17,2	0,0	4,0	18,1	8,6
Ensemble	30,4	32,4	1,0	2,2	19,7	2,7
Autres urbains						
Industrie	55,5	18,0	17,7	6,9	19,9	15,1
Commerce	36,1	13,8	3,7	4,9	31,8	12,9
Service	35,7	25,9	1,0	20,0	25,0	6,7
Ensemble	39,7	16,6	5,9	7,8	28,4	12,3
Rural						
Industrie	34,4	8,1	9,4	8,1	31,1	13,0
Commerce	31,8	23,2	7,1	7,2	20,3	8,7
Service	13,4	0,0	0,0	12,4	13,1	7,1
Ensemble	29,9	15,0	6,8	8,3	22,7	9,8
Ensemble						
Industrie	37,3	13,1	9,2	7,7	28,7	11,8
Commerce	33,4	23,8	5,5	5,5	22,6	8,0
Service	17,8	9,4	0,2	11,3	16,6	7,5
Ensemble	31,8	18,4	5,6	7,1	23,2	9,0

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

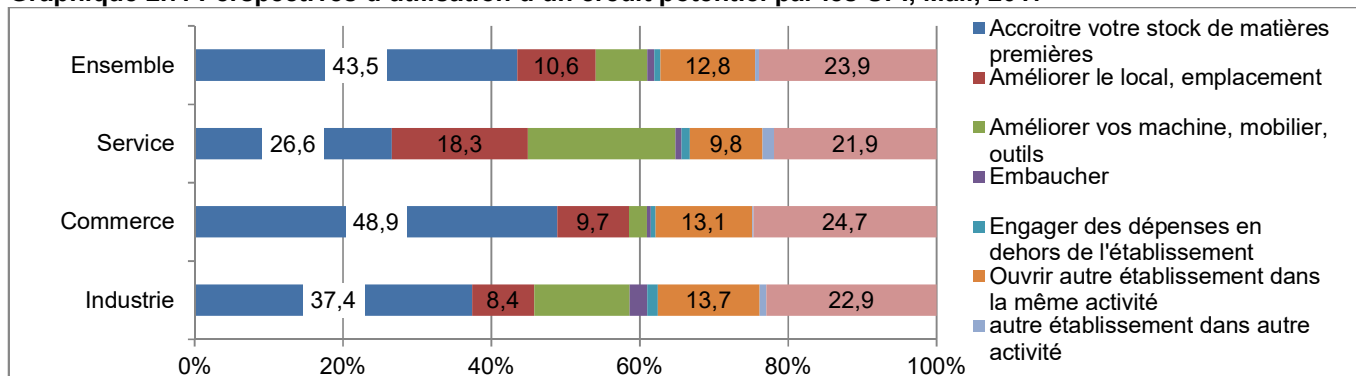
2.6.2. Perspectives d'utilisation des crédits par les UPI au Mali

L'assistance demandée par les UPI est l'accès au crédit pour accroître le stock de matière primaire avec 43,5% dans l'ensemble. Ce résultat reste insuffisant pour financer les activités informelles. Mais il est peu probable qu'un accès plus fluide au crédit résolve l'ensemble des problèmes du secteur informel qui sont principalement d'ordre macro-économique. Compte des difficultés rencontrées, un potentiel accès à un crédit peut contribuer à l'amélioration de la rentabilité des UPI. Ce potentiel crédit pourrait servir

principalement à l'accroissement du stock des matières premières (43,5%) et améliorer l'emplacement ou le local de l'UPI (10,6%).

Selon le secteur d'activité, c'est le commerce qui a besoin plus de crédit pour accroître son stock de matières premières (48,9%) tandis que l'industrie veut accroître son stock de matières premières avec 37,4% du potentiel crédit et améliorer son emplacement et local avec 13,7% du crédit.

Graphique 2.7: Perspectives d'utilisation d'un crédit potentiel par les UPI, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

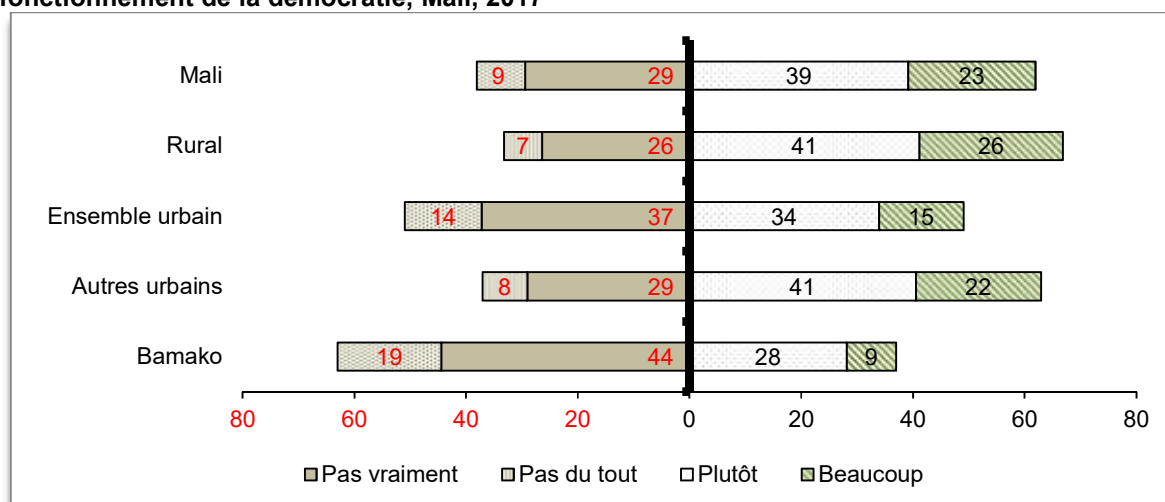
Chapitre 3: Perception de la population sur la Gouvernance, paix et sécurité

3.1. Démocratie et droit de l'homme

Les résultats présentés dans le Graphique 3.1 montrent qu'au Mali en 2017, près de deux tiers des personnes (soit 62%) âgées d'au moins 18 ans ou plus considèrent que la démocratie fonctionne normalement au Mali. En examinant les résultats du fonctionnement de la démocratie selon le milieu de résidence, l'on constate de fortes variations entre le milieu urbain et rural. En effet, 67% des maliens âgés de 18 ans ou plus vivant en milieu rural affirment que la démocratie fonctionne plutôt ou beaucoup contre près de la moitié (soit 49%) en milieu urbain.

La proportion des personnes qui ont un avis négatif concernant le fonctionnement de la démocratie au Mali en 2017 est plus élevée à Bamako que les autres villes urbaines (63% contre 37,1%). Les résultats montrent dans l'ensemble que les personnes vivant en milieu rural ont plus d'avis positifs sur le fonctionnement de la démocratie que celles vivant dans les capitales régionales et à Bamako. En d'autres termes plus on réside en ville plus on a tendance à affirmer que la démocratie ne fonctionne pas normalement.

Graphique 3.1: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le fonctionnement de la démocratie, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Au Mali, un peu plus de 6 personnes sur 10 (dont 25% pour beaucoup et 37% pour plutôt) pensent que le droit de l'homme est respecté en 2017. Par contre, 8,7% des individus âgés de 18 ans et plus affirment que le droit de l'homme n'est pas du tout respecté au Mali.

En examinant les résultats selon le sexe, on constate que 64,8% des femmes (26,5% pour beaucoup et 38,3% pour plutôt) ont un avis positif en ce qui concerne le respect du droit de l'homme contre 58,5% chez les hommes. Les

résultats par groupe d'âge ne montrent pas des variations importantes.

En revanche, il ressort que 64,8% des individus qui n'ont aucun niveau d'instruction affirment que le droit de l'homme est respecté contre 52,8% et 43,2% des avis positifs respectivement pour les niveaux secondaire et supérieur. Quant au milieu de résidence, le pourcentage des individus ayant un avis positif (Beaucoup et plutôt) varie d'un maximum de 67% en milieu rural contre 51,1% en milieu urbain et seulement 41,3% à Bamako.

Tableau 3.1: Pourcentage des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le respect des droits de l'homme selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Opinion des individus d 18 ans et plus sur le respect de droit de l'homme				Total	Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pas vraiment	Pas du tout		
Sexe						
Homme	22,6	35,8	31,8	9,8	100	3 635 121
Femme	26,5	38,3	27,4	7,9	100	4 251 776
Groupe d'âges						
18-24 ans	24,8	37,8	29,6	7,8	100	1 327 925
25-34 ans	24,4	37,3	29,2	9,1	100	2 071 388
35-44 ans	23,2	38,1	29,2	9,6	100	1 690 514
45-54 ans	25,6	36,9	29,4	8,1	100	1 216 127
55 ans et Plus	26,0	35,5	29,7	8,7	100	1 580 943
Niveau d'instruction						
Aucun	26,9	37,9	27,6	7,5	100	5 470 825
Primaire	22,4	39,3	30,1	8,2	100	922 725
Secondaire	18,9	33,9	34,9	12,4	100	1 204 806
Supérieur	14,5	28,7	38,3	18,5	100	286 897
Milieu de résidence						
Bamako	10,8	30,5	38,4	20,2	100	1 160 313
Autres urbains	20,4	42,0	29,1	8,5	100	1 011 231
Ens. urbain	15,3	35,9	34,1	14,8	100	2 171 544
Rural	28,3	37,6	27,6	6,5	100	5 715 352
Mali	24,7	37,1	29,4	8,7	100	7 886 896

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Le Tableau 3.2 donne le niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage.

L'indice d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans sont des indices qui mesurent le niveau du respect de droit de l'homme dans un pays donné. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 1. Quant à l'interprétation de cet indice, on retient que lorsque la valeur de l'indice est proche de 1, le droit de l'homme est beaucoup plus respecté et lorsqu'il s'éloigne de 1, le droit de l'homme est moins respecté.

Les résultats montrent dans l'ensemble que cet indice est de 0,7 pour chacune des

composantes (droits civils et politiques, Participation, Absence de discrimination et d'inégalités de sexe et Droit de l'homme et participation). Les résultats de cet indice ne varient pas selon le sexe quel que soit la composante. Les résultats par le niveau d'instruction montrent des variations plus ou moins importantes entre les sans niveau d'instruction et les individus ayant un niveau supérieur. En effet, cet indice est de 0,7 chez les sans niveau contre 0,6 chez les individus de niveau supérieur en ce qui concerne la composante droits civils et politique et est 0,7 et 0,8 respectivement pour la composante absence de discrimination et d'inégalités de sexe.

Tableau 3.2: Niveau d'appréciation de l'état des droits de l'homme et participation par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation
Sexe				
Homme	0,7	0,7	0,7	0,7
Femme	0,7	0,6	0,7	0,7
Groupe d'âges				
18 - 34 ans	0,7	0,6	0,7	0,7
35 - 59 ans	0,7	0,7	0,7	0,7
60 ans et plus	0,7	0,7	0,7	0,7
Niveau d'instruction				
Aucun	0,7	0,7	0,7	0,7
Primaire	0,7	0,7	0,7	0,7
Secondaire	0,7	0,6	0,8	0,7
Supérieur	0,6	0,6	0,8	0,6
Milieu de résidence				
Bamako	0,6	0,5	0,8	0,6
Autres urbains	0,7	0,7	0,7	0,7
Ens. urbain	0,6	0,6	0,7	0,6
Rural	0,7	0,7	0,7	0,7
Mali	0,7	0,7	0,7	0,7

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.2. Qualité des institutions et corruption

Certaines institutions, de par leur mission, sont au contact des populations pour l'offre des services de proximité. Dans les faits, l'offre de service se fait avec de nombreuses difficultés, des pratiques illégales s'établissent au point d'entraver les missions assignées à ces services. La corruption prend de l'ampleur au point que la lutte contre ce phénomène est inscrite dans les ODD. Cette lutte fait l'objet de la cible 16.5 à savoir réduire nettement la

corruption et la pratique des pots-de-vin sous toutes leurs formes.

La qualité des institutions intervenant dans la GPS se mesure par l'accès des populations aux services délivrés, par la réactivité, la perception et la confiance des citoyens par rapports aux institutions. Dans ce chapitre, les résultats de l'enquête sur ces différents aspects sont présentés.

3.2.1. Accès et confiance dans les institutions

Les résultats du Tableau 3.3 montrent que les institutions auxquelles les personnes ont plus de contact sont : Le système de santé public (86,1%), le système public d'éducation (82,7%) et l'administration (en général) (75%). Par contre, les individus ont moins de contact avec la justice (56,3%) et le fisc (impôt, douanes) (58,5%).

Les résultats par sexe montrent que 60% des femmes ont eu contact avec la police durant les 12 derniers contre 53,7% pour les hommes ; ce résultat est respectivement de 53,6% et 60,8% en ce qui concerne le fisc (impôt, douanes). En

examinant les résultats selon le niveau d'instruction, on note que le niveau de contact avec la justice est positivement corrélé avec le niveau d'instruction. En effet, 68,2% des individus ayant un niveau d'instruction supérieur ont eu contact avec la justice contre seulement 49,5% chez les sans niveau d'instruction.

Les mêmes tendances sont observées en ce qui concerne le système de sécurité sociale. Les résultats selon le milieu de résidence montrent une différence significative entre les individus résidents dans les villes et ceux résidents en

milieu rural en ce qui concerne le contact avec la justice avec respectivement de 66% et 49%.

Tableau 3.3: Degré de confiance des individus de 18 ans et plus ayant été en contact avec les institutions de la république par type d'institutions selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	L'administration (en général)	La justice	La police	Le système de santé public	Le système public d'éducation	Le fisc (impôt, douanes)	Le système de sécurité sociale	Information / Média officiels
Sexe								
Homme	75,0	55,5	53,7	84,2	81,5	60,8	67,3	71,4
Femme	74,9	57,5	60,0	87,7	84,0	53,6	62,1	69,5
Groupe d'âges								
18-24 ans	72,7	63,1	56,7	86,5	82,5	50,0	65,2	69,7
25-34 ans	76,3	57,6	55,1	84,5	83,2	59,0	63,9	72,9
35-44 ans	75,1	50,6	52,3	86,3	81,5	56,0	63,9	69,6
45-54 ans	75,8	60,7	60,5	87,0	83,3	62,1	67,4	70,9
55 ans et Plus	74,0	53,4	58,8	86,8	82,9	60,9	65,5	68,4
Niveau d'instruction								
Aucun	75,8	49,5	55,7	87,6	83,4	57,2	58,3	66,6
Primaire	76,6	57,1	58,1	84,4	83,0	57,6	65,5	81,7
Secondaire	72,5	65,2	56,2	82,8	81,9	61,8	73,1	72,6
Supérieur	75,3	68,2	56,2	79,3	77,6	66,2	79,2	77,3
Milieu de résidence								
Bamako	71,5	68,4	57,0	81,9	79,0	59,3	78,9	78,4
Autres urbains	73,7	61,2	55,4	82,1	78,9	60,0	70,3	69,1
Ens. urbain	72,4	65,9	56,4	82,0	79,0	59,7	75,5	74,6
Rural	76,8	49,3	56,0	87,7	84,8	58,1	57,4	68,1
Quintile de richesse								
Le plus pauvre	64,9	51,7	49,4	85,7	82,4	46,0	56,5	72,3
Second	72,3	46,0	54,7	87,7	83,0	55,6	60,5	66,0
Moyen	74,6	49,6	54,7	88,6	82,4	55,6	62,0	67,1
Quatrième	76,7	59,5	55,2	84,1	82,4	59,2	65,0	68,4
Le plus riche	79,7	64,9	62,6	84,9	83,0	66,5	72,3	75,3
Mali	75,0	56,3	56,2	86,1	82,7	58,5	64,9	70,5

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.2.2. Situation de la corruption

Dans l'ensemble, près de 9 personnes sur 10 (89,6%) affirment que la corruption est importante dans le pays. Ce résultat par niveau d'instruction laisse voir que 88% des individus n'ayant aucun niveau estiment que la corruption est importante dans le pays contre 93% chez les individus ayant un niveau d'instruction supérieur.

Les résultats ne varient pas selon le milieu de résidence mais un peu plus élevé à Bamako (93,6) que les autres lieux de résidence.

On constate qu'au cours des 12 derniers mois, 7,9% des individus âgés de 18 ans ou plus ont eu au moins une fois affaire à un agent public

auquel ils ont versé un pot de vin. Ces résultats varient beaucoup selon les caractéristiques sociodémographiques. En effet, il ressort des résultats que les hommes sont plus touchés que les femmes en ce qui concerne le paiement du pot de vin avec respectivement 11,3% et 4,7%.

Les individus qui ont un niveau supérieur sont les plus touchés par le phénomène avec 14,3% contre 6,4% chez les sans niveau. Des variations importantes sont enregistrées en ce qui concerne le statut d'occupation, le statut migratoire et le quintile de richesse car les chômeurs, les migrants internationaux et les riches sont les plus touchés.

Tableau 3.4: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays et incidence de la petite corruption selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	% des individus de 18 ans et plus estimant que la corruption est importante dans le pays	% des individus de 18 ans et plus ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel ils ont versé un pot de vin [1]
Sexe		
Homme	90,5	11,3
Femme	88,8	4,7
Groupe d'âges		
18-24 ans	90,0	6,5
25-34 ans	89,7	9,4
35-44 ans	89,8	9,2
45-54 ans	88,7	7,0
55 ans et Plus	89,4	6,3
Niveau d'instruction		
Aucun	88,4	6,4
Primaire	92,0	8,9
Secondaire	91,9	11,5
Supérieur	93,1	14,3
Milieu de résidence		
Bamako	93,6	10,6
Autres urbains	86,7	10,0
Ens. urbain	90,4	10,3
Rural	89,2	6,8
Mali	89,6	7,9

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.3. Etat de la gouvernance

De nombreux pays ont entrepris des réformes en vue de la consolidation de l'état de droit. Dans ce processus, il est nécessaire de procéder à l'évaluation de l'état de gouvernance. C'est l'objectif de cette partie qui présente les résultats relatifs à l'appréciation des citoyens sur les thématiques de l'état de la gouvernance : i)

3.3.1. Gouvernance administrative

Si la population ne remet pas en question le pouvoir détenu par les autorités locales et communales, elle n'est pas pour autant satisfaite de la manière dont ces dernières l'exercent. Les critiques les plus nombreuses portent sur l'information de la population en termes de programmes d'action et budgets et la manière dont les citoyens sont consultés dans la prise de décisions (Tableau 3.5). Plus de la moitié des Maliens (54 %) ont donné des avis négatifs sur les autorités locales et communales en matière d'information sur les programmes et les budgets.

la gouvernance administrative par l'écoute des aspirations de la population notamment celles des minorités par les autorités et l'opinion des populations sur la gouvernance locale, ii) la participation citoyenne et politisation ainsi que iii) la perception de l'état de droit.

L'analyse selon le sexe révèle que les femmes sont plus satisfaites que les hommes respectivement 46,8% et 45,2 %. A peu près, les mêmes proportions des satisfaits se retrouvent dans tous les groupes d'âges (40 %). Les citoyens satisfaits en matière d'information sur les programmes d'action et les budgets qui n'ont aucun niveau d'instruction représentent 49,4 % et ceux satisfaits ayant un niveau primaire sont de 47 %.

La proportion des individus satisfaits des actions menées par les autorités locales est plus élevée

en milieu rural qu'en milieu urbain (respectivement 52 % et 30,4%).

Tableau 3.5: Opinion des individus de 18 ans et plus sur la gouvernance des autorités locales et communales, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Conseil local/communal consulter les citoyens dans la prise de décision						Effectif
	Beaucoup	Plutôt	% estimant que les citoyens sont consultés dans la prise de décision [1]	Pas vraiment	Pas du tout	Total	
Sexe							
Homme	11	34,6	45,5	38,7	15,7	100	3 633 679
Femme	10,7	36,4	47,1	38,5	14,4	100	4 251 559
Groupe d'âges							
18-24 ans	9	33,9	42,9	40,5	16,6	100	1 327 925
25-34 ans	9,7	34,1	43,8	40,2	16	100	2 069 993
35-44 ans	11	35,4	46,4	37,4	16,2	100	1 690 298
45-54 ans	12,6	35,7	48,3	37,7	14	100	1 216 080
55 ans et Plus	12,4	38,8	51,2	37	11,9	100	1 580 943
Niveau d'instruction							
Aucun	11,7	38,1	49,9	37,8	12,3	100	5 469 214
Primaire	12,2	34,7	46,9	36,8	16,3	100	922 725
Secondaire	7,3	28	35,3	41,4	23,3	100	1 204 760
Supérieur	4,2	20,3	24,5	48	27,5	100	286 897
Milieu de résidence							
Bamako	2,1	16,9	19	47	34	100	1 160 313
Autres urbains	8,1	33,7	41,8	41,6	16,6	100	1 011 185
Ens. urbain	4,9	24,7	29,6	44,5	25,9	100	2 171 497
Rural	13,1	39,7	52,7	36,4	10,9	100	5 713 741
Quintile de richesse							
Le plus pauvre	10,4	33,2	43,5	37	19,4	100	1 231 947
Second	10,7	35,7	46,4	39	14,6	100	1 361 890
Moyen	10,5	33,8	44,3	40	15,7	100	1 491 606
Quatrième	11	36,2	47,2	39,8	12,9	100	1 740 564
Le plus riche	11,3	37,5	48,8	37,3	13,9	100	2 058 728
Mali	10,8	35,5	46,4	38,6	15	100	7 885 239

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.3.2. Participation citoyenne et politisation

L'examen du Tableau 3.6 montre que globalement, une proportion de 41,3 % de la population estime que l'autorité centrale prenne en compte de leurs préoccupations. Par contre une proportion de 36,5 % des maliens affirment que le pouvoir central traite les préoccupations des partis politiques de l'opposition. Chez les femmes, ce taux est de 37 % contre 35,8 % chez les hommes.

Les résultats indiquent que 40,1 % des hommes et 42,4% des femmes estiment que l'autorité

centrale prenne en compte les préoccupations des citoyens. Ce pourcentage est relativement moins faible (23,8 %) chez les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur et plus élevé (44,3 %) pour les personnes qui ne sont pas instruites. Il apparait que le milieu rural enregistre 46,1 % contre 28,8 % en milieu urbain. Quel que soit le type de quintile de richesse choisi, ce taux est de 40 % c'est-à-dire que les pauvres et les riches pensent de la même manière concernant la prise en compte des préoccupations par l'autorité centrale.

Tableau 3.6: Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population et des groupes minoritaires selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Pensez-vous que les politiciens prennent en compte les préoccupations/demandes de la population ?								Effectif
	Beaucoup	Plutôt	Pourcentage des individus de 18 ans et plus estimant que l'autorité centrale prenne en compte les préoccupations de la population	Pas vraiment	Pas du tout	Total	Les partis politiques d'opposition	Les groupes minoritaires	
Sexe									
Homme	11,5	28,6	40,1	39,3	20,7	100	35,8	33	3 633 679
Femme	12,4	29,9	42,4	38,1	19,5	100	37	33,6	4 251 479
Groupe d'âges									
18-24 ans	10,7	27,2	38	42,1	20	100	34,5	31,4	1 327 925
25-34 ans	11,9	29,1	41	39,1	19,9	100	36,8	33	2 069 993
35-44 ans	10,7	28,8	39,6	38,7	21,7	100	35,5	33	1 690 217
45-54 ans	14,9	28,3	43,2	37,1	19,7	100	36,9	34,2	1 216 080
55 ans et Plus	12,4	32,7	45	36,3	18,6	100	38,3	35	1 580 943
Niveau d'instruction									
Aucun	12,3	32	44,3	37,2	18,5	100	37,7	34,4	5 469 134
Primaire	12,8	25,5	38,3	38,5	23,3	100	35,9	32,8	922 725
Secondaire	11,5	22,8	34,3	42,6	23,1	100	32,8	30,2	1 204 760
Supérieur	6,3	17,4	23,8	50,4	25,8	100	29,6	26,7	286 897
Milieu de résidence									
Bamako	2,8	14,5	17,3	50,9	31,8	100	23,1	22,1	1 160 313
Autres urbains	13	29,1	42,1	38,6	19,3	100	35,3	32	1 011 104
Ens. urbain	7,5	21,3	28,8	45,2	26	100	28,8	26,7	2 171 417
Rural	13,7	32,4	46,1	36,2	17,8	100	39,4	35,8	5 713 741
Niveau de richesse									
Le plus pauvre	11,9	29,3	41,1	34,8	24,1	100	34,6	32,8	1 231 947
Second	11,4	30	41,4	38,5	20,1	100	36,4	33,7	1 361 890
Moyen	11	29,1	40,1	40,1	19,8	100	33,3	30	1 491 606
Quatrième	11,8	30,7	42,5	40,4	17,1	100	37,6	34,1	1 740 564
Le plus riche	13,3	27,9	41,2	38,7	20,1	100	38,9	35,1	2 058 647
Mali	12	29,3	41,3	38,7	20	100	36,5	33,3	7 885 159

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.3.3. Indice de perception de l'état de droit

La perception de l'état de droit s'est évaluée par la qualité du système judiciaire et l'absence de corruption. Quant à l'indice de perception de l'état de droit, il apparaît dans l'ensemble un indice moins performant (0,4) observé dans le système judiciaire, dans l'absence de corruption et dans l'état de droit. Plus ce chiffre est proche de 1 plus l'état de droit est efficace.

Un indice de perception de 0,4 quel que le soit le sexe du chef de ménage et aussi dans les

différents groupes d'âges. La différence est visible chez les chefs de ménage n'ayant aucun niveau d'instruction (0,5) et également ceux résidant en milieu rural (0,5).

La perception de l'absence de corruption chez les chefs de ménage est plus faible et garde les mêmes tendances s'agissant l'état de droit et le système judiciaire qui demeurent encore moins efficace du point de vue des CM.

Tableau 3.7: Niveau d'appréciation de l'état de droit par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit
Sexe			
Homme	0,433	0,404	0,409
Femme	0,414	0,380	0,385
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,422	0,389	0,395
35 - 59 ans	0,427	0,398	0,402
60 ans et plus	0,443	0,416	0,420
Niveau d'instruction			
Aucun	0,454	0,423	0,428
Primaire	0,395	0,389	0,390
Secondaire	0,385	0,342	0,349
Supérieur	0,333	0,303	0,308
Milieu de résidence			
Bamako	0,294	0,277	0,280
Autres urbains	0,430	0,406	0,410
Ens. urbain	0,358	0,338	0,341
Rural	0,460	0,427	0,432
Mali	0,432	0,402	0,407

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.4. Paix et sécurité

La paix et la sécurité participent à la dignité et à l'épanouissement de chaque individu tout en étant une condition du développement des pays. L'ODD 16 porte sur la promotion de l'avènement de sociétés pacifiques.

3.4.1. Menace générale et sentiment de sécurité

Les menaces globales, mais également d'autres facteurs plus proches du quotidien, peuvent se traduire en un sentiment d'insécurité plus ou moins fort. Interrogée sur ce point, l'immense majorité des Maliens ne se sent pas en sécurité dans sa vie de tous les jours (Tableau 3.8).

Dans l'ensemble 53,1 % d'entre eux affirment ne pas se sentir en sécurité, dont 46,9 % qui se sentent même en parfaite sécurité. Seulement 39 % considèrent qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pieds dans leur zone de résidence. L'image devient plus nuancée lorsqu'on se place dans des situations bien précises de la vie quotidienne. Ainsi, environ une personne sur deux a peur de marcher seule dans son quartier pendant la nuit ou de rester seule à la maison pendant la nuit, quand elle marche seule dans son quartier pendant le jour, quand elle se déplace pour aller dans son lieu de travail et quand elle seule à la maison pendant le jour respectivement 55 %, 54,9 %, 53,3 % et 52,1 %.

Environ 50,5 % ne se sentent pas en sécurité dans les transports publics. Il n'en demeure pas moins qu'en fin de compte, quelle que soit la situation envisagée, 47 % de la population suivant les cas ne se sentent pas globalement en sécurité dans leur environnement immédiat.

Les résultats révèlent que quel que soit le type de situation, les femmes ne se sentent pas en sécurité plus que les hommes. Les populations des régions de Gao, Ségou, Sikasso et le district de Bamako déclarent ne pas être en sécurité quel que soit le type de situation décrite et les riches qui déclarent être en insécurité sont plus nombreux que les pauvres.

Carte 3.1 : Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seule à pied dans leur zone de résidence, Mali, 2017

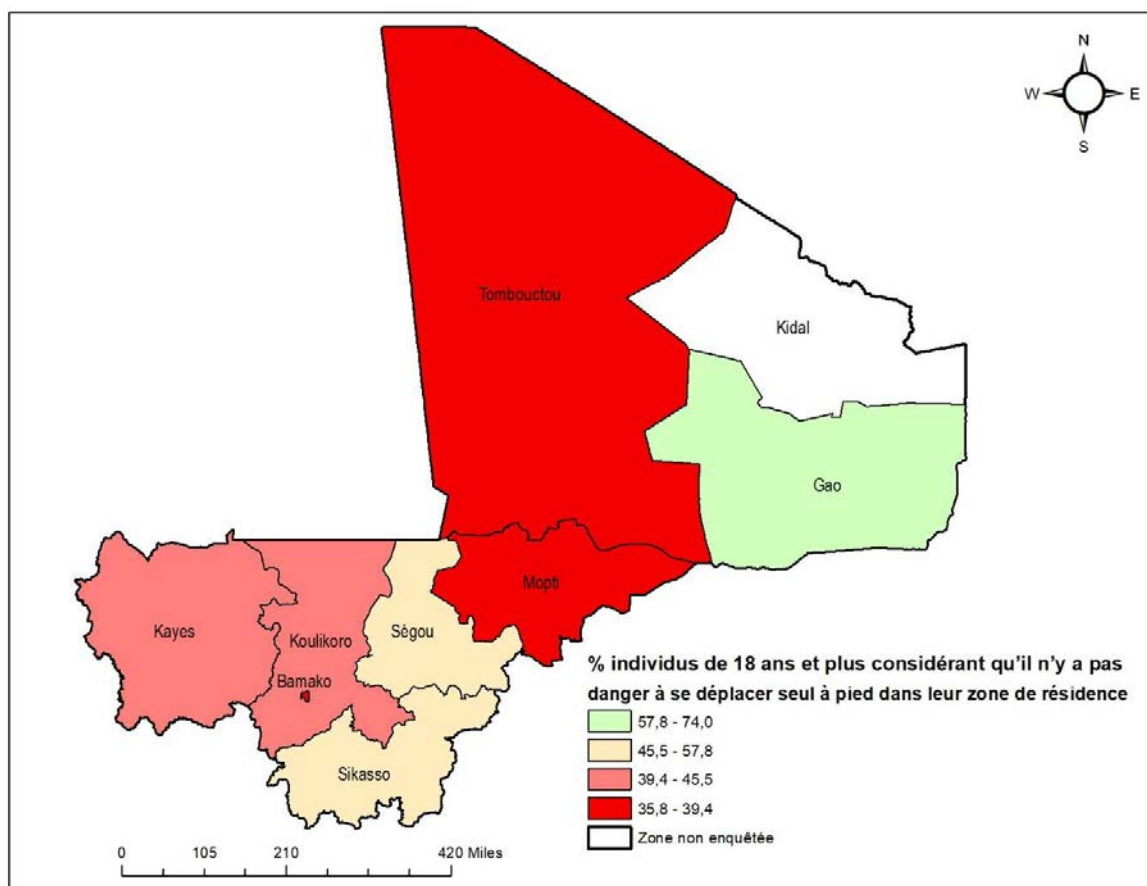


Tableau 3.8: Pourcentage des individus de 18 ans et plus se sentant pas en sécurité par type de situation selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques	Quand vous marchez seul dans votre quartier, le jour	Quand vous marchez seul dans votre quartier, la nuit	Quand vous êtes seul à la maison, le jour	Quand vous êtes seul à la maison, la nuit	Quand vous attendez ou êtes dans un transport public (dans votre localité)	A votre lieu de travail (ex : champs, marché, atelier, etc.)	Pourcentage des individus de 18 ans et plus considérant qu'il n'y a pas de danger à se déplacer seules à pied dans leur zone de résidence	Effectif
Sexe								
Homme	51,4	52,8	50,3	52,3	48,6	51,5	46,3	3 636 287
Femme	55,0	56,9	53,7	57,2	52,2	54,9	48,2	4 253 475
Région								
Kayes	51,9	50,3	49,5	48,2	44,9	48,8	45,5	1 010 790
Koulikoro	48,5	51,0	47,7	50,1	51,4	49,7	45,2	1 355 278
Sikasso	58,9	57,8	58,3	57,5	53,0	58,5	54,0	1 436 129
Ségou	61,8	62,9	61,3	62,6	56,4	59,7	57,8	1 199 557
Mopti	39,6	51,2	39,1	50,3	42,2	45,8	36,9	1 121 034
Tombouctou	44,4	58,3	41,3	56,3	53,6	51,6	35,8	341 519
Gao	78,8	75,8	77,9	75,7	74,5	73,4	74,1	264 806
Bamako	54,7	50,1	52,3	54,5	46,9	51,9	39,4	1 160 649
Quintile de richesse								
Le plus pauvre	50,0	52,7	48,2	51,7	49,3	51,3	43,5	1 231 947
Second	50,5	52,7	49,0	53,2	47,8	50,5	44,0	1 364 696
Moyen	52,0	54,0	51,1	54,2	50,4	52,5	45,4	1 492 168
Quatrième	56,1	55,8	55,2	55,8	51,8	54,8	44,0	1 741 539
Le plus riche	55,9	57,9	54,7	57,8	52,1	55,8	50,0	2 058 908
Mali	53,3	55,0	52,1	54,9	50,5	53,3	47,3	7 889 762

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.4.2. Criminalité

Evidemment, les liens entre le sentiment d'insécurité et la criminalité peuvent être plus ou moins forts. Au total moins d'un dixième des personnes de 18 ans et plus (8,7 %) a été victime de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours de l'année précédant l'enquête (Tableau 3.9).

Le Tableau 3.9 montre que les vols à domicile, qui sont les plus répandus, n'ont affecté que 5,4 % des Maliens, viennent ensuite les vols hors domicile (2,5 %), les harcèlements physiques ou sexuels, la dégradation de biens et les agressions physiques (respectivement 1,6 % et 1,4 %). Enfin, les menaces avec un autre type d'arme, les menaces avec une arme, le viol et tentative de viol apparaissent moins fréquents. Ils touchent respectivement 0,8 %, 0,6 % et 0,3 % de la population dans son ensemble. Ils sont plus répandus chez les hommes mais

n'épargnent pas les femmes. Il convient de noter que par construction, l'enquête ne permet pas de recenser les homicides. C'est au mieux le cas d'une victime sur trois. Ainsi, 32,7 % des personnes ayant subi une agression l'ont déclarée les faits aux autorités compétentes. Ce taux est plus élevé (34,3 %) chez les hommes que chez les femmes (30,8 %) et est plus fréquemment déclaré en milieu urbain qu'en milieu rural (34,7 % contre 31,7 %).

Le taux de signalement est de 39,8 % pour les plus riches compte tenu des moyens dont ils disposent. Probablement, du fait que les soupçons pèsent particulièrement sur un ou plusieurs membres de la famille. Ces signalements ne se font pas nécessairement auprès des autorités de police chargées de les enregistrer. Le reste des faits signalés se fait auprès de la famille ou les amis, les structures

communautaires ou d'autres institutions formelles comme la justice et les services sociaux. La relative faiblesse de ces taux de signalement, en particulier auprès des autorités

officiellement compétentes, met en lumière certaines réserves des citoyens vis-à-vis des services publics.

Tableau 3.9: Incidence de la criminalité par type d'incident selon les caractéristiques sociodémographiques, Mali, 2017

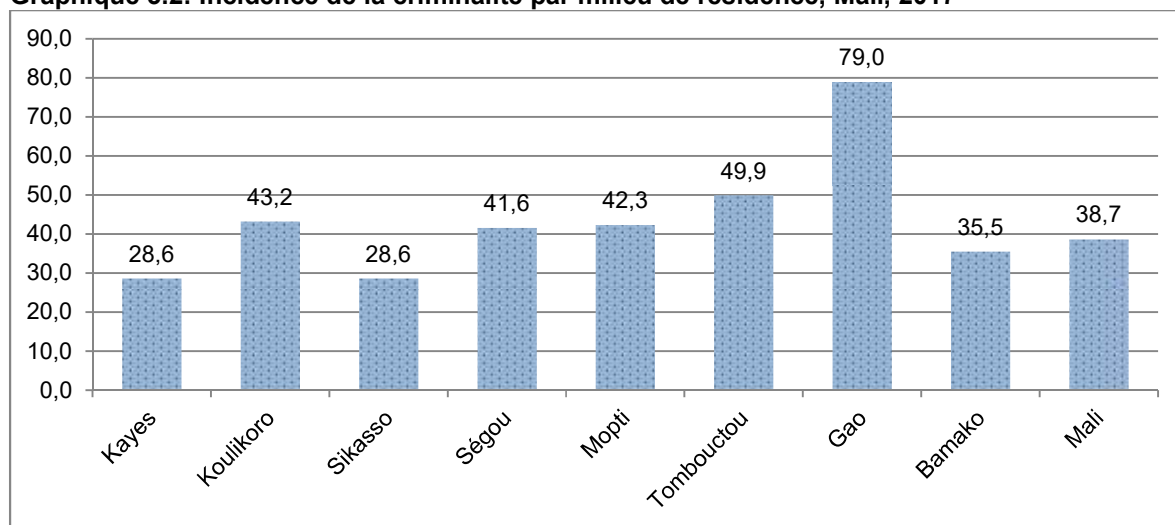
Indicateurs	Homme	Femme	Bamako	Autres urbains	Ens. urbain	Rural	Le plus pauvre	Second	Moyen	Quatrième	Le plus riche	Mali
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de harcèlement physique ou sexuel [1]	2,2	1,0	1,5	1,6	1,5	1,6	1,8	1,4	1,6	1,6	1,5	1,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences physiques, psychologiques ou sexuelles au cours des 12 mois précédents [2]	10,4	7,3	11,5	9,6	10,6	8,0	7,6	8,3	8,7	9,8	8,8	8,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus victimes de violences ayant signalé les faits aux autorités compétentes ou recouru à d'autres mécanismes de règlement des différends officiellement reconnus [3]	34,3	30,8	33,6	36,2	34,7	31,7	25,3	32,5	24,9	35,2	39,8	32,7
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec une arme au cours des 12 derniers mois	0,9	0,3	0,3	0,9	0,6	0,6	0,5	0,3	0,7	0,7	0,6	0,6
Pourcentage des individus de 18 ans et plus menacées avec un autre type d'arme (ex, couteau, machette,) au cours des 12 derniers mois	1,1	0,4	0,5	0,7	0,6	0,8	0,6	0,7	0,9	0,8	0,7	0,8

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

Selon le Graphique 3.2, les personnes âgées de 18 ans et plus qui estiment qu'il est probable qu'elle soit victime de criminalité est de 38,7 %. Ce pourcentage varie d'une région à une autre. Près de 8 personnes de 18 ans et plus sur 10 de la région de Gao ont peur d'être victime de

criminalité. Cette proportion est de 49,9% à Tombouctou, de 43,2% à Koulikoro et de 42,3% à Mopti. Les proportions les plus faibles des personnes qui craignent d'être victime de criminalité résident dans les régions de Kayes (28,6 %) et Koulikoro (28,6%).

Graphique 3.2: Incidence de la criminalité par milieu de résidence, Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.4.3. Conflits et mode de résolution

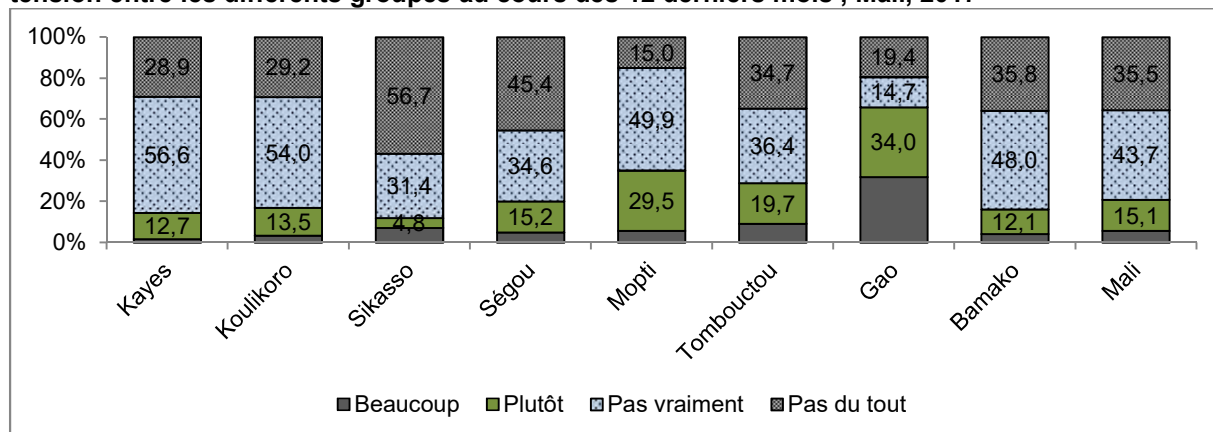
Au Mali, les tensions entre les différents groupes sont de plus en plus fréquentes. Les avis positifs varient d'une région à une autre. Ainsi, 20,8 % des maliens interrogés sur cette question trouvent que le degré de tension entre les groupes est énorme.

Une personne de 18 ans et plus sur trois (31,9%) résidante à Gao juge que le degré de tension est plus élevé contrairement à Tombouctou ou 9,2 % pensent de la même

manière. Cette proportion est plus faible dans les régions de Kayes, Koulikoro et le district de Bamako.

Enfin, plus de 80 % des populations des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou et le district de Bamako ont des avis positifs sur le degré de tension entre les groupes exceptés Mopti, Tombouctou et Gao respectivement 64,9 %, 71,1 % et 34,1 %.

Graphique 3.3: Répartition en % des individus de 18 ans et plus selon leur opinion sur le degré de tension entre les différents groupes au cours des 12 derniers mois , Mali, 2017



Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.4.4. Indice de perception de la paix et de la sécurité

Pour terminer ce chapitre, un indice d'appréciation de la situation de la paix et sécurité a été créé (Tableau 3.10). La perception de la paix et de la sécurité est appréhendée à travers son indice d'appréciation qui est compris entre 0 et 1.

Il ressort des résultats de l'enquête qu'au Mali, la population de 18 ans et plus des chefs de ménage apprécie la sécurité nationale à une échelle de 0,5 point et ce niveau est constant

quelles que soient les caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage.

La sécurité publique et la paix et sécurité enregistrent un niveau de 0,8 point sur 1, ce qui sous-entend une certaine performance des forces de l'ordre dans la résolution des problèmes de la sécurité publique et une consolidation de la paix et de la sécurité dans son ensemble.

Tableau 3.10: Niveau d'appréciation de l'état de la paix et sécurité par les individus de 18 ans et plus selon les caractéristiques du chef de ménage, Mali, 2017

Caractéristiques sociodémographiques du chef de ménage	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité
Sexe			
Homme	0,531	0,792	0,773
Femme	0,508	0,788	0,768
Groupe d'âges			
18 - 34 ans	0,526	0,785	0,766
35 - 59 ans	0,521	0,790	0,770
60 ans et plus	0,544	0,796	0,778
Niveau d'instruction			
Aucun	0,525	0,793	0,773
Primaire	0,536	0,790	0,772
Secondaire	0,544	0,795	0,776
Supérieur	0,537	0,769	0,752
Milieu de résidence			
Bamako	0,534	0,773	0,756
Autres urbains	0,523	0,796	0,776
Ens. urbain	0,529	0,784	0,765
Rural	0,530	0,794	0,775
Mali	0,529	0,791	0,772

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT

3.5. Indice de perception de la population sur la Gouvernance, Paix et Sécurité

Le Tableau 3.11 retrace les profits régionaux de l'indice de gouvernance, paix et sécurité. Il ressort de ces résultats un indice GPS de niveau 0,7 point, ce qui caractérise un système de gouvernance performant dans un Etat stable avec un système de sécurité efficace.

Il apparaît que toutes les composantes ont pratiquement le même niveau d'indice et varie d'une région à une autre. On retient que le district de Bamako à un niveau d'indice d'absence de corruption très bas (0,3 point), un

système judiciaire moins performant et se trouvant dans un état e droit moins efficace. En effet, la région de Mopti apparait comme une région où le niveau de toutes les composantes est à la hausse comparativement aux autres régions et ce qui est d'ailleurs recommandé dans la gouvernance d'un pays.

Carte 3.2 : Indice de perception de la composante Paix et Sécurité et Indice de perception de la Gouvernance, Paix et Sécurité, Mali, 2017

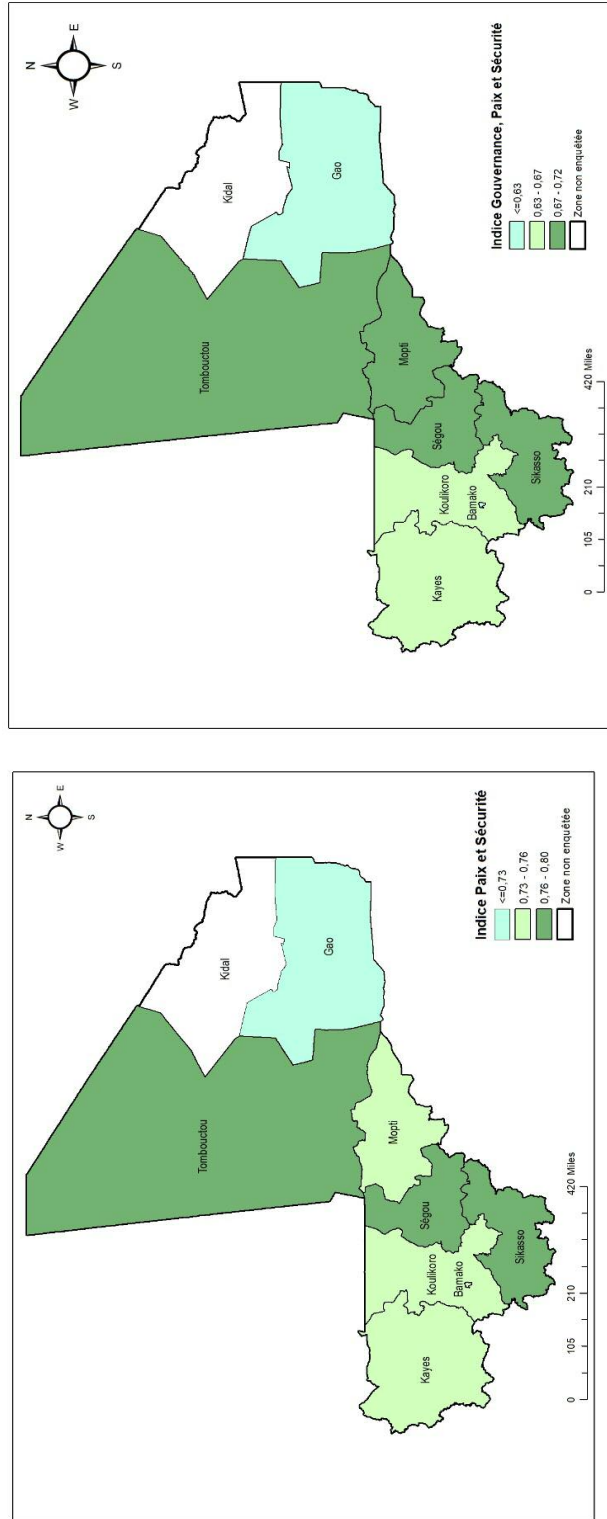


Tableau 3.11: Profils régionaux de l'indice GPS et ses composantes, Mali, 2017

Région	Droits civils et politiques	Participation	Absence de discrimination et d'inégalités de sexe	Droit de l'homme et participation	Système judiciaire	Absence de corruption	Etat de droit	Sécurité nationale	Sécurité publique	Paix et sécurité	Indice gouvernance, paix et sécurité
Kayes	0,658	0,638	0,685	0,650	0,461	0,429	0,434	0,534	0,768	0,751	0,672
Koulikoro	0,719	0,653	0,770	0,688	0,352	0,353	0,353	0,516	0,784	0,764	0,675
Sikasso	0,730	0,727	0,769	0,733	0,467	0,419	0,427	0,581	0,819	0,802	0,721
Ségou	0,730	0,722	0,748	0,728	0,499	0,437	0,447	0,561	0,817	0,798	0,721
Mopti	0,770	0,681	0,708	0,712	0,522	0,493	0,498	0,484	0,779	0,757	0,702
Tombouctou	0,675	0,666	0,732	0,677	0,460	0,438	0,441	0,442	0,808	0,782	0,698
Gao	0,588	0,554	0,354	0,540	0,386	0,417	0,412	0,436	0,755	0,732	0,632
Kidal											
Bamako	0,567	0,550	0,772	0,583	0,294	0,277	0,280	0,534	0,773	0,756	0,633
Mali	0,694	0,661	0,731	0,680	0,432	0,402	0,407	0,529	0,791	0,772	0,687

Source : Enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel, 2017, INSTAT



Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

Afristat B.P. E 1600 – Niaréla, rue 499 porte 23 - Bamako (MALI)
Tél : (223) 20 21 55 00 / 20 21 55 80 / 20 21 60 73 Fax : (223) 20 21 11 40
E-mail : afristat@afristat.org
<http://www.afristat.org>